

LE DEVOIR

Vol. XCIX N° 192

LE LUNDI 25 AOÛT 2008

89c + TAXES = 1\$



L'ouverture des Jeux olympiques avait célébré l'histoire plusieurs fois millénaire de la Chine. La soirée de clôture s'est transformée, elle, en véritable fête où les athlètes étaient aux premières loges dans un Stade national, dit le Nid d'oiseau, réunissant plus de 90 000 personnes.

KIM KYUNG-HOON REUTERS

HORS-JEU

Du beurre dans les patates



JEAN DION

C'est déjà terminé? Dommage, tout de même. On en aurait pris cinq ou six autres semaines. C'est que l'on s'habitue à ces trucs-là. Car, franchement, qui trouve jamais qu'il y a trop de sport, de paix et d'amitié? C'est ce qu'a déclaré Liu Qi, hier: «Les Jeux olympiques de Pékin sont un grand rassemblement de sport, de paix et d'amitié.» Bon, trop de sport, ça dépend du point de vue. Mais trop de paix et d'amitié? Contrairement au sport,

la paix et l'amitié ne provoquent pas l'émission d'acide lactique et sont donc exemptes de douleur, bien que la marche générale du monde tende à faire la preuve du contraire.

Personnellement, je m'attendais à ce que Liu Qi poursuive en disant «et maintenant, de retour à parler du Canadien 24 heures sur 24», mais il ne l'a pas fait. Ni n'a appelé Mats Sundin à se brancher dans les meilleurs délais possibles. Il y a des priorités essentielles qui se perdent.

Jacques Rogge, lui, a évoqué des Jeux de la XXIX^e olympiade d'été de l'ère moderne de Pékin en Chine 2008-oh-yeah «véritablement exceptionnels». Ce qui n'est pas très fin pour les autres Jeux, dont on doit déduire qu'ils étaient plutôt ordinaires, sinon ceux-ci ne constitueraient pas l'exception. A moins qu'ils ne soient tous exceptionnels, auquel cas il faudrait chercher la règle

qui confirme l'exception, ou quelque chose du genre? Enfin, je soupçonne M. Rogge d'avoir piqué le mot à Radio-Canada, qui venait de passer les trois dernières heures et les quinze derniers jours à déclarer que tout était pas mal exceptionnel. La Chine elle-même en personne est d'ailleurs exceptionnelle, et cela, bien que le fait qu'elle gagne une médaille d'or soit un peu trop fréquent pour que l'on qualifie le tout d'exception.

Et maintenant, messieurs dames, on va passer les vingt prochaines années à vérifier s'il est bien vrai que l'olympisme change le monde. M. Rogge a laissé entendre que oui, même s'il a déploré qu'aucun permis de manifester n'ait été délivré. Il ne devait pas savoir que c'était parce que les formulaires n'avaient pas été correctement remplis.

VOIR PAGE A 8: HORS-JEU



Pékin met la touche finale

MARC DELBÈS

Pékin — Le rideau est tombé sur les XXIX^e Jeux olympiques, hier soir, à Pékin. Le dernier acte, la cérémonie de clôture, a été à l'image de l'ensemble de l'œuvre: une belle réussite.

Du premier au dernier jour, les Chinois auront su tenir des Jeux d'une grande qualité, quasi irréprochables sur le plan de l'organisation. Leur souci de la perfection leur a d'ailleurs valu quelques reproches, notamment avec les prétendus trucages et effets spéciaux utilisés pour les feux d'artifice pendant la retransmission télévisée lors de la cérémonie d'ouverture.

VOIR PAGE A 8: FINALE

À lire aussi en page B 4

■ Le Canada atteint son objectif
■ Phelps et Bolt éclipsent l'hégémonie de la Chine

LISTÉRIOSE

Maple Leaf estime ses pertes à 20 millions

■ À lire en page A 3



JIM YOUNG REUTERS

CONVENTION DÉMOCRATE

L'heure de vérité approche pour Barack Obama

■ Trois textes à lire en pages B 1 et B 2

INDEX

Actualité.....	A 2	Idées.....	A 7
Annonces.....	B 6	Météo.....	B 5
Avis publics..	B 2	Monde.....	B 1
Culture.....	B 8	Mots croisés.	B 5
Décès.....	B 6	Religions.....	B 6
Économie.....	A 5	Sudoku.....	B 6
Éditorial.....	A 6	Télévision.....	B 7

Des paniers pas si bios

Au sein du réseau d'agriculture soutenue par la communauté, une ferme sur dix contrevient aux lois du Québec sur les produits biologiques

FABIEN DEGLISE

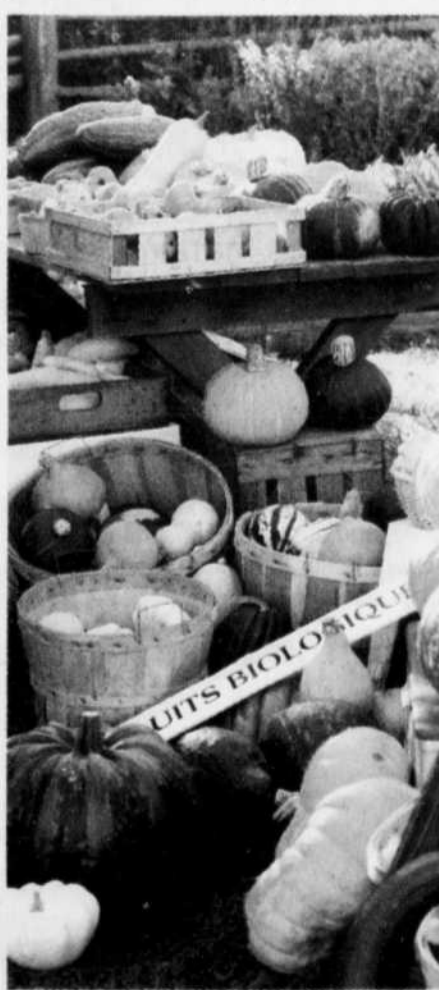
Du faux bio dans les paniers bios. Plus d'une ferme sur 10 qui participent cette année au réseau d'agriculture soutenue par la communauté (ASC) de l'organisme Équiterre contrevient aux lois du Québec en matière de produits biologiques, a découvert *Le Devoir*. Du même coup, ces exploitations agricoles trompent les consommateurs en vendant à prix fort sur ce marché de distribution parallèle des légumes bios alors qu'elles ne disposent pas des certifications complètes obligatoires pour pouvoir le faire.

Des 95 «fermiers de famille» qui animent en 2008 le grand réseau d'approvisionnement en fruits et légumes biologiques d'Équiterre, 12 ne sont en effet pas habilités à prendre part à un réseau de distribution d'aliments biologiques puisque leur certification est soit incomplète, soit totalement inexistante, selon les vérifications effectuées dans les dernières semaines auprès des organismes de certification que du Conseil des appellations réservées et des termes valorisants (CARTV), la police du bio au Québec. Ces fermiers contrevenants sont en activité dans l'ensemble des régions du Québec. Ils offrent aux consommateurs des paniers bios, par l'entremise du réseau d'ASC, depuis une période allant d'un an à douze ans.

Un privilège

Or, en vertu de la *Loi sur les appellations réservées*, depuis 1996, pour avoir le privilège de présenter sur le marché des aliments avec l'attribut «biologique», commerçants, agriculteurs ou restaurateurs doivent posséder une certification délivrée par l'un des certificateurs officiellement reconnus par Québec. Cette démarche vise à protéger ce secteur commercial de la fraude, mais aussi à garantir au consommateur qu'il en a pour son argent

VOIR PAGE A 8: BIOLOGIQUE



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Pour mettre en marché des aliments avec l'attribut «biologique», commerçants, agriculteurs ou restaurateurs doivent posséder une certification délivrée par un des organismes reconnus par Québec.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Cathia Cariotte

L'ENTREVUE

Une émeute annoncée

La poussière n'est pas retombée sur Montréal-Nord, théâtre d'une émeute il y a deux semaines. La colère et la frustration grondent encore, alors que les autorités cherchent toujours à comprendre cette explosion de violence qu'elles n'avaient pas vu venir. D'origine afro-antillaise, l'intervenante communautaire Cathia Cariotte habite Montréal-Nord depuis 16 ans. Le cri du cœur des jeunes, elle l'entend depuis des années.

JEANNE CORRIVEAU

Si les élus ont mal mesuré l'ampleur du mécontentement dans Montréal-Nord, ceux que l'on appelle les «gens du milieu», eux, n'ont pas été étonnés lorsque la poudrière a sauté. Cathia Cariotte fait partie de ceux-là.

Ex-conseillère en emploi pour le Carrefour jeunesse-emploi Bourassa-Sauvé, elle a également travaillé comme agente de rapprochement à l'ancienne Ville de Montréal-Nord et comme agente de liaison pour des écoles de ce secteur. Mme Cariotte est restée très proche du milieu, qu'elle connaît bien. Elle se décrit aujourd'hui comme une «citoyenne active.»

VOIR PAGE A 8: MONTRÉAL-NORD

LES ACTUALITÉS

Le quartier chinois virtuel de Québec



MA CHINE

La Chine: un géant économique émergent dont la population vit sous la férule d'un régime autoritaire qui enferme ses dissidents et écrase le peuple tibétain. Voilà pour les perceptions entendues — qui ne sont pas, du reste, sans fondements. Mais encore? En cet été olympique, *Le Devoir* vous a proposé tous les lundis des portraits de Chinois qui ont pris racine ici et de Québécois qui sont allés, là-bas, plonger dans la réalité chinoise. Voici le dernier volet de cette série.

AMÉLIE DAoust-BOISVERT

Tangren Jie, la rue des gens de la dynastie de Tang. Les immigrants chinois nommaient ainsi le Chinatown. Celui de Québec s'est abîmé sous les enchevêtrements bétonnés de l'autoroute Dufferin. Disparu? Pas exactement. Il revit dans le monde virtuel de Michel Parent, sinophile de la région de Québec derrière la création de deux sites Web consacrés au langage et à l'histoire. Les Chinois appellent cela *faire le pont*: une passerelle où se rencontrent au passage Chinois et Québécois, francophones sinophiles et chinois francophiles, autour d'une même passion.

Alors qu'il enseigne l'administration au cégep de Sainte-Foy, Michel Parent bénéficie d'un échange avec un collègue de Shanghai. Au fil de voyages exploratoires comme professeur invité dans la ville de son homologue chinois, une petite avenue vers une deuxième carrière deviendra finalement le chemin principal. *Je suis un intégrateur*, précise-t-il, *je voulais vivre de ma passion pour la culture chinoise, une passion qui s'est approfondie.* Maintenant éditeur, il alimente ses sites Web fréquentés par toute la francophonie de ses conseils sur les méthodes

pour apprendre le mandarin, par exemple, mais aussi des trouvailles d'historiens, d'entrevues, d'un agenda Québec-Chine... *«Au début, je vendais des traductions dont les gens se servaient pour se faire tatouer des signes chinois!»,* dit-il en riant. Non seulement a-t-il cessé d'enseigner pour en vivre, mais le quotidien de l'homme s'est transformé. La philosophie chinoise, l'acupuncture et le tai-chi rythment les jours.

Une idée factice

La Chine de Michel Parent, ce n'est pas l'autre, le pays étranger, c'est la maison. *«J'appréhendais le dépaysement, raconte-t-il. Pourtant, la première fois, je me suis senti comme chez moi.»* Légère, la sensation de bien-être le suit pendant le vol de retour, et cette passion pour la culture chinoise se transforme en projet de vie. *«Ma Chine, c'est la longévité comme le moyen d'opérer des changements dans son existence.»*

Depuis, les sinologues de la francophonie convergent vers ses sites Web. Les Chinois francophiles s'y donnent aussi rendez-vous: au cours de ses séjours, Michel a tissé en Chine un précieux réseau d'amis amoureux de la langue de Molière, des amitiés qui, confie-t-il, adoptent un rythme singulier. Il parle d'un processus tout en douceur: *«Le premier contact est facile et chaleureux, mais on n'est jamais au bout de ses surprises. Par exemple, après sept ans, un ami chinois m'a demandé de l'accompagner au temple à Montréal... je ne pensais même pas qu'il était pratiquant!»*

Le pendant québécois du domaine *lechinois.com*, *lechinois.ca*, se veut un quartier chinois virtuel répondant au vide laissé par sa destruction à Québec. Peu de gens se souviennent encore de son existence, rappelée par au moins deux édifices et par la *Trilogie des Dragons* de Robert Lepage, qui en a fait son décor.

Les critiques qualifieraient peut-être d'artificiel ce quartier chinois virtuel, mais rien n'est aussi factice que l'idée que beaucoup d'occidentaux se font de la Chine, répond Michel Parent. *«Il y a deux Chine: la vraie et la virtuelle. Cette Chine imaginaire est née dans l'esprit des Occidentaux avec Baudelaire ou Marco Polo. Ils ont créé une Chine virtuelle avant que le virtuel n'existe.»* Bien longtemps après l'*Invitation au voyage des Fleurs du mal*, dont on dit que l'inspiration est venue à Baudelaire à la lecture de récits de voyage orientaux, on commence à peine à découvrir la vraie Chine. Et encore, les clichés abondent. *«Dans une ville de 14 millions d'habitants, c'est certain qu'on trouve toutes les bizarreries possibles, mais ce n'est pas la Chine!»* Il évoque par exemple les nombreux reportages sur la consommation de rats ou autres bizar-



RENAUD PHILIPPE

Michel Parent au Wok'nRoll, restaurant de la basse ville de Québec qui, presque seul, résiste au temps qui efface les traces de l'ancien Tangren Jie de Québec. Ce rare vestige du Quartier chinois d'avant 1968 est à l'ombre de l'autoroute Dufferin, qui domine le paysage voisin et dont les piliers s'enfoncent dans la terre jadis foulée par une soixantaine de familles chinoises, principalement locataires, qui y tenaient de nombreux restaurants et buanderies dans les années cinquante.

eries dont ont raffolé les médias internationaux pendant les Jeux olympiques.

Mémoire de Chine

L'histoire d'amour de Michel Parent se vit en toute lucidité. *«Le manque de liberté me déplaît. Comme professeur, j'ai toujours joué une liberté d'expression sans bornes, j'ai aussi été syndicaliste, imaginez!»* Il n'exclut pas d'y retourner, mais, pour lui, *«pas besoin d'aller en Chine, ou à Montréal et à Toronto pour entrer en contact avec la Chine... À Québec, il faut seulement utiliser un peu plus son imagination.»*

Les souvenirs de Chine teintent d'un éclat passionné les yeux bleus de Marie-Christine Morin. Tombée par

hasard sur le site Web de Michel Parent, elle en a fait le sujet de son mémoire de maîtrise en communication! Elle évalue la possibilité pour le quartier chinois virtuel de devenir un lieu de rencontre entre les immigrants chinois et les Québécois. Elle pose son regard curieux sur la question — en Chine, elle pouvait passer des heures à observer les Occidentaux et les Chinois dans les épiceries. Les entrevues qu'elle a menées avec des étudiants en échange universitaire, à ce jour, révèlent *«qu'ils préfèrent leurs propres réseaux sociaux virtuels en chinois. Ce qui ne veut pas dire qu'ils ne se montrent pas curieux et intéressés!»*.

Le Devoir

Gérald Tremblay promet d'ajouter 100 km de pistes cyclables de plus d'ici la fin de l'année



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

La nouvelle voie cyclable sur le boulevard De Maisonneuve portera le nom de Claire Morissette, une militante écologiste et passionnée du vélo morte l'an dernier d'un cancer.

LISA-MARIE GERVAIS

Alors que le maire de Montréal, Gérald Tremblay, allait de son coup de ciseaux pour inaugurer les 4 km de la piste cyclable Claire-Morissette sur le boulevard De Maisonneuve hier, il en a profité pour réitérer les verts desseins de la métropole: grâce à un investissement de 10 millions — dont Québec versera la moitié —, il y aura bel et bien 100 kilomètres de pistes et de bandes cyclables de plus d'ici la fin de l'année, soit le quart de l'engagement contenu dans le Plan de transport adopté en juin dernier.

À venir, le prolongement de la piste cyclable rue Saint-Zotique jusqu'à Anjou, l'élimination du détour par la rue Gauthier de la piste cyclable de la rue Rachel, à la hauteur de l'avenue Papineau, le prolongement de la piste cyclable Claire-Morissette jusqu'à Lachine et l'ajout de pistes ou bandes cyclables dans Côte-Sainte-Catherine pour le printemps 2009 *«afin de relier Côte-des-Neiges, Outremont et le Plateau et le Centre-ville, et de créer un axe au nord du mont Royal à l'image de celui qui vient d'être créé au sud»*, a indiqué le maire de l'arrondissement Rosemont-La-Petite-Patrie et responsable de l'aménagement urbain et du transport collectif à l'exécutif, André Lavallée.

Plusieurs fois repoussée, l'annonce des détails de la programmation de pistes cyclables sera faite sous peu, conjointement avec le gouvernement provincial et la Ville, a confirmé André Lavallée qui a admis commencer à *«trouver le temps long»*.

Le maire de Montréal a dit *«avoir déjà l'œil»* sur les 300 km qu'il restera à ajouter pour atteindre les 400 km et remplir sa promesse de doubler la taille du réseau cyclable de l'île d'ici à 2015. *«On parle de sécurité et de changement profond d'une mentalité»*, a déclaré M. Tremblay en insistant sur les impacts environnementaux et sur la santé des citoyens d'un tel réseau cyclable.

L'inauguration officielle de la piste cyclable boulevard De Maisonneuve, accessible depuis novembre 2007, a été l'occasion de rendre hommage à Claire Morissette, une militante écologiste et passionnée du vélo morte l'an dernier d'un cancer. *«Douce passionaria du vélo», «Jeanne d'Arc à bicyclette», «femme de combat»,* malgré les luttes qu'elle a menées corps et âme pour que Montréal soit vélo, Claire Morissette, qui a participé à la création de Communauto, de l'organisme Le Monde à Bicyclette et du service de réutilisation des vélos pour les démunis, Cyclo Nord-Sud, demeure pourtant peu connue du grand public. En levant légèrement les yeux, les cyclistes qui emprunteront la voie cyclable sur le boulevard De Maisonneuve pourront désormais y voir des oriflammes portant son nom.

En date du 25 juillet dernier, cette piste cyclable, qui sillonne la ville d'est en ouest, a été empruntée par plus de 25 000 cyclistes par semaine, soit 3600 par jour.

Le Devoir



Évitez l'attente. Faites votre demande de passeport dès maintenant.

Dès le 1^{er} juin 2009, une loi américaine exigera que les Canadiens présentent un passeport valide pour entrer aux États-Unis par voie maritime ou terrestre. Si vous ne possédez pas de passeport, n'attendez pas à la dernière minute. Faites votre demande de passeport dès aujourd'hui afin de l'avoir en main quand vous en aurez besoin. N'oubliez pas que le passeport est le document de voyage et d'identité recommandé pour tous les voyageurs canadiens.

La loi américaine exige déjà que les Canadiens présentent un passeport valide pour entrer aux États-Unis par voie aérienne. La carte NEXUS est également un document de voyage accepté aux États-Unis. Les Canadiens âgés de 15 ans et moins pourront présenter leur acte de naissance ou une preuve de citoyenneté au lieu d'un passeport lorsqu'ils voyageront aux États-Unis par voie maritime ou terrestre.

Pour faire une demande de passeport ou pour trouver un point de service près de chez vous, consultez ou téléphonez :

passeportcanada.gc.ca

1 800 O-Canada

(1-800-622-6232)

ATS : 1-800-926-9105



Canada

ACTUALITÉS

Listériose : Maple Leaf encaisse de lourdes pertes

220 produits de viande ont été retirés du marché

LISA-MARIE GERVAIS

C'est un véritable coup du sort qui s'abat sur la compagnie Maple Leaf. La compagnie canadienne, l'une des principales dans le domaine de la transformation alimentaire, évalue ses pertes à 20 millions de dollars, depuis que la preuve a été faite, samedi, qu'il y avait bel et bien un lien entre une vingtaine de cas confirmés de listériose et la consommation de viandes Maple Leaf contaminées par la bactérie *Listeria monocytogenes*. Un total de 220 produits alimentaires sont couverts par le rappel élargi annoncé hier par la société.

Les pertes sont liées aux rappels des produits potentiellement contaminés par la bactérie mortelle et au remboursement de ces produits, ainsi qu'à la désinfection de son usine de Toronto, chemin Bartor. Cette dernière devrait cependant reprendre du service demain.

Par voie de communiqué, l'entreprise, qui avait réalisé des ventes de 5,2 milliards de dollars en 2007, explique aussi qu'elle «pourrait encourir des coûts futurs

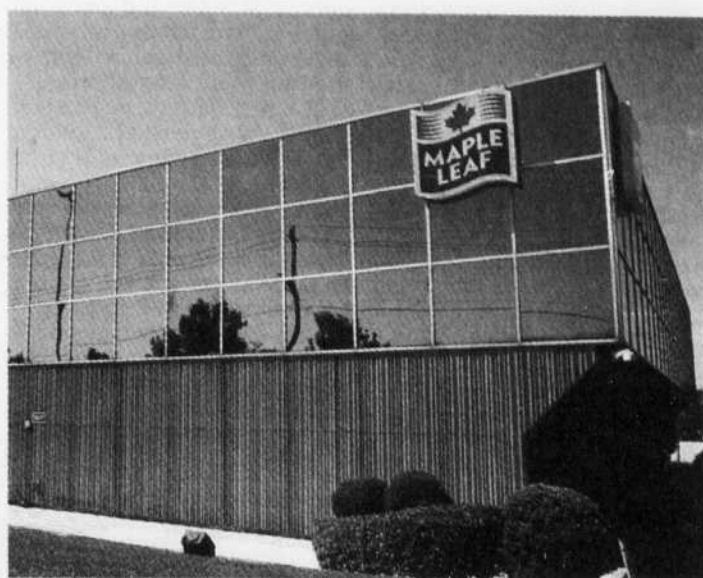
liés à la publicité et autres communications avec les consommateurs», et que ses ventes risquaient de connaître une baisse, du moins, pour un temps.

Au moins trente cas suspects

De la vingtaine de cas de listériose relevés au pays dans au moins quatre provinces (dont le Québec) depuis que le lien a été fait avec les produits de Maple Leaf, quatre ont causé des décès, dont trois en Ontario et un en Colombie-Britannique. Enfin, une dizaine d'autres personnes auraient été hospitalisées.

Bien que ces résultats soient très significatifs, l'enquête n'est pas terminée. Au moins trente autres cas suspects font présentement l'objet d'une enquête, dont huit au Québec, apprenait-on samedi.

Jusqu'à ce jour, seuls les produits fabriqués sur deux chaînes de production de l'entreprise se sont révélés positifs pour les tests de *Listeria monocytogenes* et, selon le fabricant, il n'y aurait aucune preuve de contamination par cette bactérie dans des produits fabri-



L'usine Maple Leaf de Toronto d'où proviennent les produits contaminés a été complètement désinfectée.

qués sur d'autres chaînes de production. Pour l'entreprise, le mot d'ordre demeure: la prévention. «Parce que nous avons à cœur la santé publique, nous avons cru bon, par mesure de précaution, de retirer

viande ont été retirés du marché, notamment le bœuf fumé à la montréalaise Artisan collection et le jambon cuit Nos Compliments. En plus d'avoir effectué deux rappels de produits, le 19 août et le 23 août dernier, les Aliments Maple Leafs Inc., conjointement avec l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), ont avisé la population de ne pas servir ni consommer les produits de viande provenant de l'établissement 97B, qui correspond à son usine de Toronto, chemin Bartor, parce que ces produits pourraient être contaminés par la bactérie.

Le géant alimentaire, qui compte environ 23 000 employés sur trois continents, a également annoncé qu'il retirait volontairement du marché tous les produits fabriqués à cet établissement et qu'il collaborait avec l'Agence de santé publique du Canada (ASPC) et les autorités provinciales afin d'enquêter sur les sources possibles de l'éclatement.

Ces produits ont été distribués à l'échelle nationale à des magasins de vente au détail et à des établissements de restaura-

tion, tels que des restaurants, des hôpitaux, des maisons de soins infirmiers et des cafétérias ou cuisines d'autres établissements. Ces produits peuvent également avoir été vendus dans des charcuteries.

«De notre point de vue, c'est la bonne chose à faire. Si les consommateurs se posent toute question au sujet de tout produit provenant de cette usine, il nous incombe, à nous et à l'ACIA, d'agir de manière décisive et rapide pour restaurer la confiance des consommateurs», a déclaré par voie de communiqué Michael H. McCain, président et chef de la direction des Aliments Maple Leaf. «Nos actions sont guidées en mettant la santé publique en premier.»

La bactérie *Listeria monocytogenes* peut être présente dans les produits de lait non pasteurisés comme des fromages au lait cru, dans des viandes et parfois même dans des légumes, et les aliments contaminés n'ont pas nécessairement une odeur ou un aspect anormal.

Le Devoir avec La Presse canadienne

MONTREAL

Un front commun de citoyens dénonce le projet de réfection de l'échangeur Turcot

MARCO BELAIR-CIRINO

Une vingtaine de Montréalais préoccupés par les impacts négatifs du mégaprojet de réfection du complexe autoroutier Turcot se sont rassemblés, hier, à Côte-Saint-Paul, et ont une nouvelle fois demandé au ministère des Transports de retourner à ses tables à dessin.

Mobilisation Turcot a notamment demandé au ministère des Transports du Québec (MTQ) de réviser complètement le projet de 1,5 milliard de dollars et d'y attacher un vaste plan de réduction de l'achalandage routier assorti d'une bonification du service de transport en commun sur l'axe Est-Ouest de la métropole.

«Il y a d'autres façons de faire ses déplacements. Le va-et-vient aux heures de pointe, le matin et le soir, ne devrait pas se faire en auto», a indiqué l'architecte membre du Groupe en recherche urbaine, Pierre Brisset. «On est en train de briser l'harmonie de quartiers, juste pour six heures par jour. Nous, les citoyens, on vit 24 heures sur 24 avec ces autoroutes», a ajouté Gaëtan Legault.

Environ 280 000 véhicules em-

pruntent quotidiennement l'échangeur des autoroutes Félix-Leclerc (A 20), Décarie (A 15) et Ville-Marie (A 720). Loin d'envisager une réduction de la circulation automobile sur ces artères, le MTQ prévoit au contraire que la nouvelle configuration du complexe autoroutier Turcot pourra accueillir 306 000 véhicules par jour.

Transports Québec prévoit détruire près de 200 logements dans le village des tanneries, situé à l'extrémité Ouest de Saint-Henri. Les locataires expropriés se verront offrir une indemnisation financière équivalente à trois mois de loyer et au remboursement de leurs frais de déménagement. Le collectif exige la construction d'un nouveau logement pour chaque logement détruit.

Craintes

Les résidents riverains des autoroutes craignent par ailleurs un nouvel enclavement des quartiers de l'arrondissement Sud-Ouest. «Déposer l'autoroute sur des remblais, ça veut dire plus de barrières physiques entre les quartiers. Les gens du secteur Galt de Côte-Saint-Paul vont perdre deux accès sur quatre pour aller de l'autre côté, dans

Saint-Henri», a souligné l'agente de développement, Sophie Thiébaud.

Les résidents voient d'un mauvais œil les murs antibruit qui s'élèveront de part et d'autre des voies de circulation. «[Le mur antibruit] crée un mur psychologique. On va être complètement isolés du secteur Cabot», a expliqué M. Brisset.

Toujours ébranlé par les données dévoilées il y a quelques semaines par la Direction de la santé publique sur les dangers d'habiter à moins de 200 mètres d'une autoroute, le collectif a rappelé que le secteur des transports est responsable de la moitié des émissions de gaz à effet de serre à Montréal.

Mobilisation Turcot a aussi réitéré sa demande à Transports Québec de rendre publique l'étude d'impact sur l'environnement que le ministère a commandée.

Transports Québec prévoit commencer les travaux de réfection du complexe Turcot l'été prochain. D'ici là, Mobilisation Turcot déposera une pétition à l'Assemblée nationale du Québec et fera part de ses doléances au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement.

Le Devoir



Une coalition de citoyens a demandé hier au ministère des Transports de réviser le mégaprojet de réfection de l'échangeur Turcot, dans l'ouest de la métropole.

EN BREF

Julie Couillard résiste encore

Julie Couillard refusera de nouveau de témoigner devant le comité parlementaire de la sécurité publique pour expliquer comment elle s'est retrouvée en possession de documents secrets du gouvernement canadien. C'est ce qu'a déclaré à La Presse son avocat, M. Jean-Claude Hébert. Le député libéral Ujjal Do-

sanjhi entend demander aujourd'hui que le comité fasse parvenir une assignation à comparaître à l'ex-conjointe de l'ancien ministre Maxime Bernier. M. Hébert affirme que sa cliente restera muette tant que M. Bernier ne sera pas lui aussi obligé de comparaître. Pour contraindre le député de Beauce à témoigner, un vote devrait se tenir à la Chambre des communes, qui ne siègera pas avant le 15 septembre. — La Presse canadienne

Forum jeunesse du Bloc

Des conservateurs majoritaires saccageraient le modèle québécois, selon Duceppe

RÉMI NADEAU

Lévis — Un gouvernement conservateur majoritaire saccagerait le modèle québécois, a prévenu hier le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe.

De passage à Lévis où il s'est adressé aux membres du Forum jeunesse du Bloc québécois, M. Duceppe a constamment attaqué l'idéologie de droite du gouvernement de Stephen Harper, qui constitue selon lui une menace contre les valeurs québécoises.

«Nos amis américains s'apprentent à tourner la page sur l'ère de l'administration Bush. Ces conservateurs idéologiques qui laissent derrière eux la désolation économique et le feu et le sang dans le monde. Nous mêmes sommes ici confrontés à la même "gang" [...] le Québec, ce n'est pas les États-Unis de George Bush; nous voulons et nous allons rester Québécois», a lancé M. Duceppe, alors que les rumeurs d'élections générales fédérales se font persistantes.

Virage à droite

Devant les jeunes militants, le chef bloquiste s'est dit stimulé par «le bruit de dinosaures du gouvernement Harper», insistant sur le fait que son parti avait la responsabilité de bloquer «le virage de droite que veulent imposer les conservateurs».

Il a longuement énuméré les gestes du gouvernement fédéral qui heurtent selon lui les intérêts du Québec, notamment l'élimination de nombreux programmes dans le domaine de la culture, la compression des fonds destinés aux organismes de développement économique des régions et le rejet des objectifs du protocole de Kyoto.

«C'est un véritable saccage, une coupe à blanc. Cette idéologie de droite arriérée qui frappe avec jubilation sur ce que nous, Québécois, avons de plus précieux, notre culture et notre langue.»

M. Duceppe a aussi pourfendu le modèle économique de Stephen Harper qui repose, selon lui, sur les sables bitumineux, alors que le Québec prône la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

«En 2002, M. Harper disait que le protocole de Kyoto était un complot socialiste pour soutirer de l'argent aux pays riches», a-t-il dénoncé, rappelant aussi que le

chef conservateur s'était prononcé en faveur d'une participation du Canada à la guerre en Irak.

«Il veut durcir la Loi sur les jeunes contrevenants [...], il s'attaque au registre national des armes à feu, parce que les armes, ils aiment ça, les conservateurs, comme aux États-Unis» a-t-il martelé devant les jeunes bloquistes qui scandaient «dehors les dinosaures».

M. Duceppe a répété que, si le premier ministre fédéral maintient son ordre de jour de droite, le Bloc québécois déposera une motion de censure à la première occasion, à l'occasion de la rentrée parlementaire.

Réaction de Fortier

Le ministre fédéral du Commerce international, Michael Fortier, interprète cette sortie de M. Duceppe comme une tentative désespérée de favoriser l'élection de Stéphane Dion afin de raviver la flamme souverainiste. «Ce que M. Duceppe ne dit pas, François Legault l'a dit la semaine dernière, c'est que la souveraineté est sur la voie d'évitement, a répliqué M. Fortier au cours d'un entretien téléphonique avec La Presse canadienne. M. Legault est le seul dans ce mouvement qui sait compter, ce qu'il a dit a secoué le mouvement souverainiste.»

Selon le sénateur conservateur, le Bloc québécois souhaite l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement libéral ultracentralisateur qui redonnerait de l'oxygène au mouvement souverainiste. «En 2004, le Bloc était moribond et il a été sauvé par le scandale libéral des commandites, mais nous, notre bilan est bon, nous avons reconnu la nation québécoise et réglé le déséquilibre fiscal», a déclaré M. Fortier, ajoutant qu'il est prêt à en découdre avec le chef bloquiste si des élections sont déclenchées.

Selon certains rumeurs, le gouvernement Harper pourrait toutefois faire en sorte de provoquer lui-même des élections générales dans les prochaines semaines.

Des élections complémentaires sont par ailleurs prévues dans les circonscriptions de Westmount-Ville-Marie, Saint-Lambert et Guelph, le 8 septembre.

La Presse canadienne

Pour Québec-Kyoto, les conservateurs font piètre figure en environnement

De tous les partis politiques fédéraux, le Parti conservateur est celui qui fait le plus «piètre figure» en matière d'environnement, selon la coalition environnementale Québec-Kyoto.

Alors que des rumeurs de déclenchement d'élections fédérales circulent, le porte-parole de la coalition André Bélisle a affirmé sur les ondes de la radio de La Presse canadienne que le parti au pouvoir n'obtiendrait pas une note très élevée s'il était évalué sur sa performance en matière d'environnement.

André Bélisle ajoute que le monde entier «blâme le Canada» de ne pas respecter ses engagements en regard du protocole de Kyoto.

Évaluant les autres partis fédéraux, M. Bélisle estime que le Nouveau Parti démocratique et le Bloc québécois ont tous deux des positions intéressantes dans ce domaine et semblent démontrer une certaine volonté à renverser la situation.

Pour ce qui est du «plan vert» du chef du Parti libéral Stéphane

Dion, André Bélisle croit que le plan est intéressant sur papier, mais qu'une telle esquisse ne vaut rien avant d'être mise en application.

Selon le porte-parole du regroupement écologiste, l'environnement devra nécessairement devenir un critère majeur pour juger les partis politiques et les gouvernements, étant donné l'urgence d'agir dans ce domaine.

La Presse canadienne

Vous méritez bien... ce qu'il y a de mieux!

Zyeco Solariums

LAVAL 3155, Jules-Brillant 848, Trans-Canada 1201, St-Joseph 514-335-2050

LONGUEUIL 848, Trans-Canada 514-335-2050

GATINEAU 1201, St-Joseph 819-778-5113

OTTAWA 1460, Ch Cyrille 613-288-2008

QUÉBEC 5237, Wilfrid-Hamel O. 418-877-1888

www.zyeco.com 1-800-361-9232

J'essaie de vous éviter un procès

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

LES ACTUALITÉS

Les compagnies d'hydrocarbures ont accentué leur lobbying auprès du fédéral

Ottawa — Les géants du secteur de l'extraction et du raffinage des sables bitumineux de l'Alberta ont mené un lobbying intensif auprès d'Ottawa cet été.

Selon ce qu'indiquent des documents fédéraux, cette campagne a débuté peu après que le leader libéral Stéphane Dion eut dévoilé son plan, qui prévoit 15 milliards de dollars de nouvelles taxes sur les émissions de carbone, et s'est poursuivie pendant tout le mois de juillet.

Des lobbyistes pour les secteurs du pétrole et du gaz naturel ont eu des rencontres avec le ministre de l'Industrie, Jim Prentice, et le ministre des Ressources naturelles, Gary Lunn, un entretien avec le ministre de l'Environnement, John Baird, et une série de réunions avec des représentants haut placés du gouvernement, dont des adjoints du premier ministre Stephen Harper.

Selon une source au sein de l'industrie, il a probablement été question du plan libéral de taxe sur le carbone, qu'appréhende l'ouest

du Canada. Mais ce lobbying traduit aussi la préoccupation de l'industrie eu égard au projet du gouvernement conservateur d'utiliser le Code criminel, en vertu de la loi de protection de l'environnement, pour faire respecter son propre plan de réduction des gaz à effet de serre, ajoutait la même source.

Des documents révèlent que les entreprises qui ont fait du lobbying sont Shell Canada, Petro-Canada, Suncor, Imperial Oil, Chevron Canada, Encana Corp., ConocoPhillips et Nexen Inc.

Pendant la même période, des lobbyistes représentant 14 autres associations et entreprises susceptibles d'être touchées par le plan libéral et par la réglementation envisagée par les conservateurs, ont aussi rencontré ministres, fonctionnaires et assistants politiques. Parmi elles figuraient des représentants des industries du charbon, du gaz naturel, de l'énergie nucléaire et le secteur de l'électricité, dont Hydro-Québec.

La Presse canadienne

Les conservateurs annulent le projet de remplacement de navires de ravitaillement

Ottawa — Les deux navires canadiens de ravitaillement sont désuets, les pièces de rechange sont introuvables, et ils ne respectent probablement pas les normes environnementales actuelles, indiquent des documents obtenus par La Presse canadienne. Malgré cela, le gouvernement conservateur a décidé d'annuler le programme de remplacement du NCSM Preserver et du NCSM Protector, au coût de 2,9 milliards, ainsi qu'une proposition connexe d'achat de 12 bateaux de patrouille semi-côtiers, pour 340 millions, pour la Garde côtière canadienne.

La décision a été annoncée discrètement, vendredi soir, dans un communiqué du ministre des Travaux publics, Christian Paradis.

Selon une note d'information non datée, divulguée à La Presse Canadienne au cours du week-end, la marine s'attendait à la nouvelle, qui constitue une déception. Mais ce qui préoccupe avant tout les officiers de marine, c'est de savoir si les deux navires actuels, entrés en service en 1968-69, peuvent prendre la mer en toute sécurité. La marine devra « gérer » ce risque un peu de la même façon que l'aviation a dû le faire pour maintenir ses vieux hélicoptères Sea King en état de vol, conclut le document.

En entrevue hier, le ministre Pa-

radis a expliqué qu'il n'était pas possible d'approuver, dans leur état actuel, les projets de navire de ravitaillement, ni les achats de bâtiments pour la garde côtière, à cause de l'escalade des coûts. Selon lui, les soumissionnaires excédaient largement le budget prévu.

Bâtiments nécessaires

Les bâtiments ravitailleurs sont nécessaires au fonctionnement des navires de combat déployés outre-mer. Ils permettent aux destroyers et aux frégates de faire le plein et de procéder au réarmement et de se réapprovisionner loin de leur port d'attache.

La plupart des navires destinés à la garde côtière devaient servir pour les recherches sur les pêcheries, mais au moins quatre d'entre eux devaient être utilisés pour des patrouilles de sécurité le long des Grands Lacs, dans la foulée de la promesse faite aux Américains d'accroître la surveillance à la frontière, après les attentats terroristes du 11 septembre 2001.

La leader du Parti vert, Elizabeth May, a qualifié d'irresponsable la décision du gouvernement fédéral d'annuler les projets de nouveaux bateaux. Dans un communiqué diffusé hier, Mme May a soutenu que ces navires sont nécessaires.

La Presse canadienne

Prix de l'essence : un comité parlementaire examinera le rôle des spéculateurs

TERRY PEDWELL

Ottawa — Un comité parlementaire se penchera cette semaine sur les prix élevés de l'énergie, et sur le rôle de la spéculation dans la hausse des prix.

Le sous-comité des Communes sur les prix du pétrole, du gaz naturel et autres prix de l'énergie commencera mercredi à étudier le fonctionnement du marché et à explorer les raisons pour lesquelles les prix ont atteint des niveaux inégalés, à la mi-juillet.

Devant la possibilité que des élections soient déclenchées cet automne, et après avoir été inon-

dés de courriels et d'appels de la part d'électeurs furieux du coût élevé de l'essence et d'autres carburants, les membres du comité se feront les porte-parole des frustrations de leurs compatriotes.

Michael Masters, de Masters Capital Management LLC, est l'un des témoins attendus. M. Masters a affirmé que les prix de l'essence pourraient diminuer de moitié par rapport à leurs niveaux actuels si des lois étaient adoptées pour limiter la spéculation sur les contrats à terme du secteur de l'énergie.

Les négociateurs de contrats à terme disent que leur activité n'a pas été un facteur important dans

l'escalade des prix du pétrole. Selon eux, les fluctuations des prix s'expliquent principalement par le mécanisme de l'offre et de la demande, pas par la manipulation des marchés.

Mais la commission américaine sur les marchés à terme des produits de base rapportait récemment que les sociétés financières qui spéculent pour leurs clients ou pour elles-mêmes représentent plus de 80 % des contrats pétroliers à la bourse de commerce de New York (NYMEX), une proportion bien plus élevée qu'auparavant.

Ce nouveau type d'investisseurs

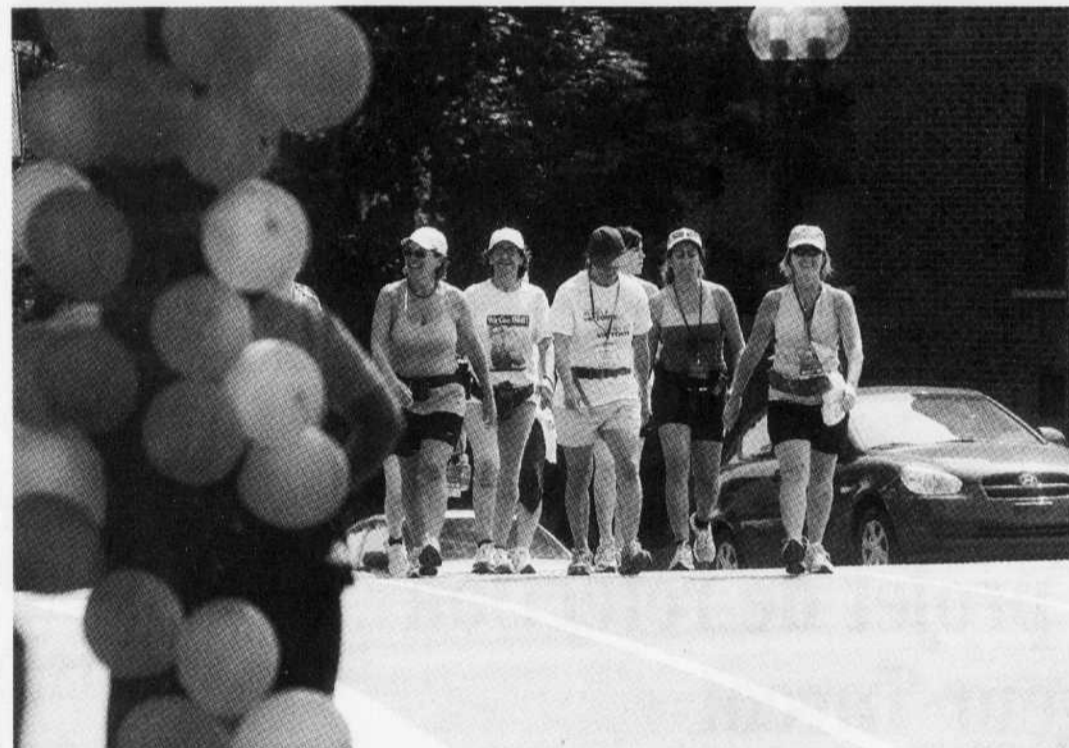
a amassé l'équivalent de huit fois la quantité de pétrole ajoutée par le gouvernement des États-Unis à sa réserve stratégique au cours des cinq dernières années.

Selon le député libéral Dan McTeague, qui siège au comité des Communes, le système commercial est trop ouvert à la spéculation.

D'autres députés ne sont cependant pas convaincus que la spéculation explique l'augmentation des prix de l'énergie et souhaitent entendre des témoins avant de se faire une opinion.

La Presse canadienne

POUR EN FINIR AVEC LE CANCER DU SEIN



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

ENGAGÉS corps et âme dans ce combat, plus de 2000 marcheurs, dont beaucoup de femmes, ont entamé samedi sous le soleil un long parcours de 60 km en deux temps qui a culminé hier par un grand rassemblement au stade olympique sous des cieux tout aussi cléments. À l'initiative de l'Hôpital général juif, cette marche tout en rose, qui se déroulait cette année pour la quatrième fois, a permis d'amasser six millions de dollars qui seront investis dans la recherche pour lutter contre cette maladie dont une Canadienne sur neuf sera atteinte au cours de sa vie.

Huit alpinistes sont présumés morts après une avalanche sur le mont Blanc

THIERRY BOINET

Chamonix — Huit alpinistes — cinq Autrichiens et trois Suisses — étaient présumés morts hier soir à la suite d'une avalanche qui a emporté plusieurs cordées vers 3h du matin sur la face nord du mont Blanc du Tacul, à 3600 m d'altitude, selon la préfecture de Haute-Savoie. C'est l'accident le plus grave qui soit survenu dans les Alpes françaises, suisses et italiennes depuis le début de l'année.

« Il n'y a plus aucune chance de retrouver quel'un vivant », a esti-

mé hier en fin d'après-midi la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie, qui a survolé les lieux de l'accident après avoir rencontré les blessés à l'hôpital de Sallanches (Haute-Savoie).

« Il est extrêmement difficile de savoir avec certitude combien de personnes ont été prises dans l'avalanche. Grâce aux moyens techniques, nous avons la certitude qu'il y a des gens sous l'avalanche, mais il est impossible de savoir combien exactement », a affirmé la ministre, préférant parler d'une « petite dizaine » de personnes disparues « sous un amas

de pierre et de glace, quelque chose de très compact ». Les disparus auraient dévalé 1500 mètres, entraînés par la coulée.

Les recherches ont été suspendues en début d'après-midi étant donné le risque de « suravalanche » dû à l'instabilité du site et à la chaleur. L'accès au mont Blanc du Tacul a été totalement interdit aux alpinistes, par arrêté municipal, en raison des risques et de la reprise des opérations de secours prévue au lever du jour.

Associated Press

EN BREF

65 morts dans un accident d'avion au Kirghizistan

Bishkek, Kirghizistan — Un Boeing 737 transportant 90 personnes à destination de l'Iran s'est écrasé hier peu après son décollage de l'aéroport Manas de Bishkek, capitale du Kirghizistan, faisant au moins 65 morts, selon le gouvernement. Il y aurait 22 survivants. Une responsable de l'aéroport de Bishkek s'exprimant sous couvert de l'anonymat a expliqué que le vol était à destination de Téhéran et qu'il s'était écrasé dix minutes après le décollage alors qu'il faisait demi-tour après avoir signalé un problème technique à bord.

— Associated Press

En mémoire des victimes de l'accident d'avion de Madrid

Madrid — Les proches des 154 victimes de l'accident d'avion survenu mercredi à l'aéroport international de Madrid ont participé hier à des cérémonies en leur mémoire. Dans tout le pays, des services religieux étaient organisés pour rendre hommage aux victimes de la pire catastrophe aérienne qu'a connue le pays en 25 ans. Dans l'imposante cathédrale de La Almudena de Madrid, les familles des victimes ont été rejointes par des centaines de personnes bouleversées par la tragédie qui a secoué toute l'Espagne.

— Associated Press

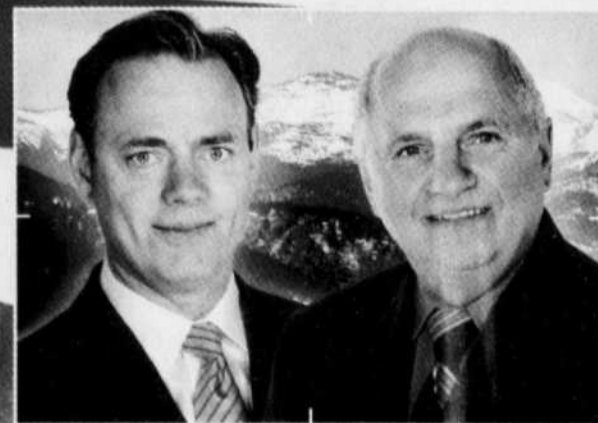
Les chefs de police réunis à Montréal

Quelque 350 délégués des services de police de partout au Canada sont à Montréal pour la 103^e Conférence annuelle de l'Association canadienne des chefs de police, qui se déroule jusqu'au 27 août. Le thème de cette année est *En partenariat, pour mieux gérer la diversité*.

— La Presse canadienne

LA CONVENTION DÉMOCRATE

En direct de Denver avec
Richard Latendresse et Claude Charron



Ce soir
TVA 17 HEURES

• Avec Pierre Bruneau et Paul Larocque



TVA
tva.canoe.ca

Une compagnie de Quebecor Media

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

Le boulier maboul

Il n'y qu'à voir courir leurs doigts sur les bouliers lorsqu'ils marchandent pour savoir comment les Chinois savent compter. Il leur arrive pourtant de perdre cette belle faculté lorsque le calcul devient plus complexe, ou que cela fait leur affaire.

Une nouvelle en provenance de la Chine a plongé bien des analystes économiques dans la perplexité, la semaine dernière. Réagissant à la chute dramatique des cours à la Bourse de Shanghai, Pékin a fait savoir qu'il envisageait l'adoption d'un plan visant à encourager la consommation intérieure. Ravis, les investisseurs chinois ont tout de suite relancé à la hausse les principaux indices boursiers. L'annonce avait toutefois de quoi surprendre, compte tenu du fait que les consommateurs sont déjà en feu en Chine et que tout le monde avait cru comprendre jusque-là que le gouvernement cherchait, au contraire, à freiner l'investissement et la surchauffe de l'économie afin d'éviter une flambée inflationniste.

«Tous ces signaux contradictoires nous ramènent à cette question d'un milliard de dollars: peut-on se fier aux chiffres qui nous viennent de la Chine?», a remarqué mercredi dans une note aux clients de la Banque nationale son économiste en chef et stratège, Clément Gignac.

Ce n'est pas la première fois que les experts s'interrogent de la sorte. On a beaucoup parlé de la fausse petite chanteuse, du brouillard artificiel et des représentants de communautés ethniques bidon à la cérémonie d'ouverture des Jeux de Pékin. Vendredi, le Comité olympique international a demandé aux autorités chinoises de faire la lumière sur l'âge réel de l'une de ses gymnastes qui apparaît bien loin d'avoir les 16 ans exigés. La rumeur persistante veut que l'on se soit aussi «trompé» sur l'âge d'au moins deux autres de ses coéquipières.

Les économistes en ont pour leur part contre les erreurs fréquentes de la Chine, notamment lorsque lui vient le temps de faire le compte de la taille et de la vigueur de son économie. Les données les moins fiables seraient celles sur le marché du travail, selon une récente étude de Goldman Sachs. Parmi les nombreux problèmes relevés, on remarque que le taux de chômage ne tient pas compte des centaines de milliers de mises à pied dans les entreprises d'Etat, ni du plus grand nombre encore de travailleurs partis des campagnes pour la ville. Étrangement, les statistiques sur les revenus ne tiendraient pas compte, quant à elles, des salaires versés par les entreprises privées.

Un autre cas souvent rapporté est celui du produit intérieur brut (PIB) qui semble être systématiquement sous-évalué par Pékin qui doit procéder, parfois des années plus tard, à des révisions à la hausse. Étonnamment, les statistiques produites par les gouvernements des provinces seraient souvent plus proches de la réalité tout en ayant tendance, au contraire, à surestimer la croissance économique afin de permettre à leurs dirigeants de bien se faire voir.

Comment les chiffres de la Chine sur le PIB pourraient-ils être bons du premier coup quand il ne lui faut que deux semaines pour les sortir alors qu'il faut le double, et parfois même le triple, du temps avant que n'importe quel pays du G7 arrive à en faire autant?, notent les experts.

On est porté à oublier à quel point ces multiples mesures de l'économie sont des exercices complexes. Même des agences aussi respectées que Statistique Canada continuent de commettre, de temps à autre, des erreurs. Il n'y a alors rien d'étonnant au fait qu'un pays en voie de développement de 1,4 milliard d'habitants et en transformation aussi rapide que la Chine ait parfois du mal à dresser un portrait exact de sa réalité.

D'un autre côté, il semble évident que certaines de ces «erreurs» sur l'âge de ses athlètes, comme sur l'état de son économie, ont pour but de servir la Chine. Il est devenu drôle de voir comment, parfois, les statistiques sur son excédent commercial peuvent fondre d'un coup lorsque les pressions protectionnistes se font particulièrement fortes chez ses partenaires économiques. Encore une fois, cela ne devrait pas tellement nous étonner de la part d'un régime rompu à la propagande.

Les statistiques chinoises ne sont d'ailleurs pas les seules à prendre des libertés avec la réalité. En Argentine, le gouvernement de Cristina Kirchner vient, par exemple, de trouver une solution à la flambée du coup de la vie avec laquelle le pays est aux prises. Depuis le mois de juin, l'Institut national de la statistique ne tient plus compte, dans le calcul de l'inflation, des biens et services dont les prix ont augmenté trop brusquement.

L'indice «bouchons de champagne»

De telles situations forcent les experts à développer toutes sortes de moyens originaux pour dresser un portrait plus juste de la réalité. L'un d'eux a raconté l'année dernière à l'agence de presse Reuters se fier au niveau des profits de la grande chaîne de fast-food locale Jollibee Foods pour se faire une idée sur le degré d'activité économique aux Philippines. En Indonésie, il faudrait plutôt regarder le volume des ventes de motocyclettes. Un autre expert raconte avoir su prédire l'éclatement imminent de la fameuse crise financière thaïlandaise de 1997 en voyant les ventes de bouteilles de champagne chuter brutalement après avoir atteint des sommets.

On devine bien que ces drôles d'indicateurs ne peuvent pas remplacer la publication fréquente de statistiques officielles fiables et pertinentes. La question, en ce qui concerne la Chine, est un enjeu important compte tenu de la place croissante que le pays est en train de prendre dans l'économie mondiale. De plus en plus de gouvernements et d'entreprises étrangères prennent des décisions importantes en fonction de ce qu'ils pensent être la réalité économique chinoise.

Mais la question est avant tout cruciale pour les Chinois eux-mêmes. L'imprécision des outils de mesure économique représente un risque supplémentaire pour les acteurs économiques locaux et étrangers qui y font affaire. Cela les amènera à se montrer plus hésitants avant de se lancer dans un nouveau projet et d'exiger des garanties supplémentaires. Cela peut finir par se révéler coûteux au bout du compte.

Ces failles ne peuvent aussi que nuire à la capacité d'action du gouvernement. Comment agir promptement et de façon adéquate pour appuyer le développement économique du pays si l'on n'en a même pas une image précise et fiable? C'est l'un des nombreux défis que devra relever la Chine durant les prochaines années.

PORTRAIT

LM Sauvé ou les aléas d'une petite entreprise familiale en transition

CLAUDE TURCOTTE

De justesse, l'entreprise familiale LM Sauvé a évité la faillite l'an passé, mais Paul Sauvé est loin d'avoir fermé le dossier de l'Église unie St. James et de ses dépassements de coûts des travaux de restauration. Selon lui, le gouvernement du Québec se lave les mains d'une part de sa responsabilité à cet égard et pourrait encore faire l'objet de poursuites judiciaires.

«Mon père est un bagarreur professionnel et, après 56 ans dans le monde de la construction, où il est très difficile d'évoluer, on a tenu le cap. On n'a pas froid aux yeux», affirme Paul Sauvé, âgé de 41 ans et qui est maintenant l'unique propriétaire de l'entreprise fondée par son père Maurice en 1954. Toutefois, les racines de cette entreprise familiale remontent au grand-père, qui avait été chef maçon à l'Oratoire Saint-Joseph à l'époque du frère André. Le fils Maurice avait ensuite opté pour une carrière dans un secteur prétendument moderne chez Northern Electric, mais il est revenu dans le sillage familial en fondant en 1954 une entreprise baptisée Step by Step pour faire de la sous-traitance dans des compagnies d'origine écossaise très actives alors dans les gros chantiers à Montréal.

En 1964, dans le courant de la Révolution tranquille, l'entreprise a pris le nom de LM Sauvé et a employé au cours de cette décennie jusqu'à 360 maçons, qui travaillaient dans divers projets de construction (usines de pâtes et papiers, base navale, etc.), des Maritimes jusqu'à l'État de New York. L'entreprise a pu compter aussi sur des contrats des gouvernements Lesage, Bourassa et Lévesque, à la Baie-James, au Stade olympique et dans de nombreux hôpitaux.

Alors que son frère poursuivait des études pour devenir docteur en économie et professeur à Harvard et que sa sœur se tournait vers l'histoire de l'art, Paul a pour sa part quitté l'école avant de terminer sa 5^e secondaire. Son adolescence a été plutôt turbulente, mais il s'est ressaisi dès l'âge de 17 ans. Pour bien le remettre en contact avec le monde réel, son père l'a envoyé nettoyer des blocs de béton à Saint-Léonard. Il a aussi été camionneur.

Ce fut ensuite la reprise des études, un bac en administration, suivi d'un stage très enrichissant à l'Institution Conservation des monuments historiques de France, dotée d'un budget annuel d'un milliard pour des travaux dans des châteaux forts, des cathédrales et de petites églises de campagne. Revenu au Québec, il s'est découvert un grand plaisir à être contremaître d'équipe. Il a voulu acquiescer de l'expérience au sein d'une grande entreprise en allant travailler chez Lavalin pour des projets urbains, comme celui de la Place-Royale à Québec; mais pour se familiariser avec la préparation de plans et devis, établir des coûts et s'imprégner du sens de l'entrepreneuriat des frères Lamarre.

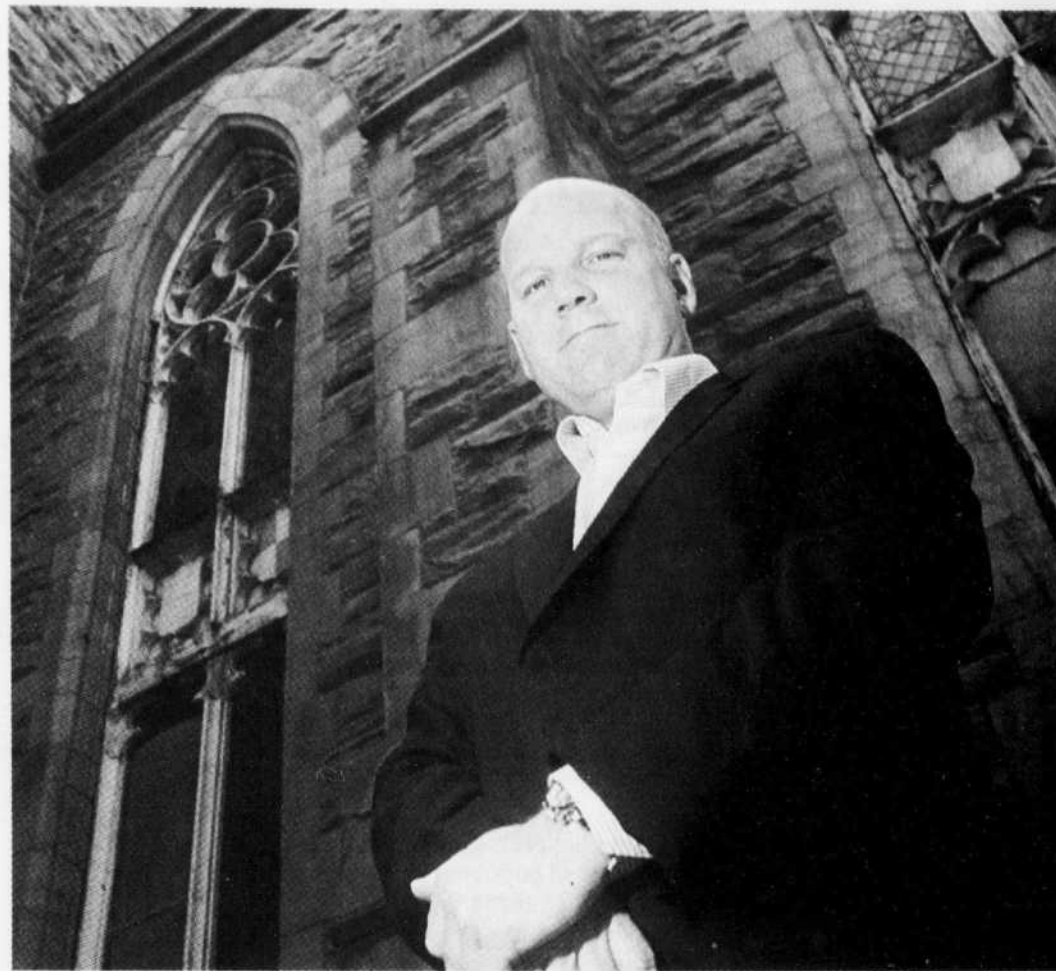
Retour

Toutefois, à son retour chez LM Sauvé, au moment où le contrat de 6,1 millions à l'Église unie St. James devait être réalisé, Paul Sauvé s'est retrouvé dans une situation où la direction de l'entreprise était mal définie, son père étant moins présent, ce qui a entraîné des problèmes, entre autres avec les banquiers. M. Sauvé mentionne aussi des problèmes syndicaux.

Devant le refus du gouvernement d'assumer sa pleine part de responsabilité dans les dépassements de coûts, la PME familiale a dû assumer seule un montant excédentaire de 2,2 millions. Pour éviter la faillite, poursuit M. Sauvé, il a fallu vendre au rabais deux propriétés adjacentes à l'église dans la rue Sainte-Catherine.

À quoi attribuer les dépassements de coûts? «On a trouvé cinq tunnels, des réservoirs de mazout, des contaminants et de l'amiante dans les murs», répond le chef de l'entreprise. Le contrat avait été accordé sous le gouvernement de Bernard Landry, mais le gouvernement Charest a pour sa part présenté ce contrat comme un partenariat public-privé, ce que conteste complètement M. Sauvé.

«Nos avocats pensent que la "vente de feu" de nos propriétés devrait être prise en considération et que le gouvernement devrait assumer sa juste part des coûts, soit une partie substantielle», ajoute-t-il, sans donner



Paul Sauvé: «On n'a pas froid aux yeux»

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

de chiffres précis.

En devenant l'unique propriétaire de l'entreprise, M. Sauvé s'est entouré d'un comité de conseillers, dont l'un des membres peut lui donner un sérieux coup de pouce dans un éventuel combat juridique. Il s'agit de Guy Gilain, un avocat spécialisé en droit de la construction et qui a contribué au règlement du dossier très controversé de la Gaspésie. Parmi les autres membres se trouvent Yves Gauthier, vice-président chez Valeurs mobilières Desjardins, qui possède une longue expérience des milieux financiers, et aussi Alexandre Trudeau, le fils de l'ancien premier ministre.

M. Sauvé avoue qu'il est «excessivement amer» à la suite de plusieurs situations qui ont touché cette entreprise familiale depuis plusieurs années, d'abord avec le gouvernement Bourassa qui n'aurait pas tenu sa promesse d'acheter ou de louer des bâtiments hôteliers à Trois-Rivières et à Québec dont son père était devenu propriétaire. Et le gouvernement Charest? «Vous négociez avec du Jell-O», lance-t-il. Il en veut aussi beaucoup à toute l'organisation du secteur de la construction, avec la présence importante de la FTQ dans le secteur, à la CSST et à la Commission de construction du Québec, un système qui, selon lui, entraîne de nombreuses contraintes et des coûts trop élevés.

Avec des contrats obtenus de La Baie d'abord au Québec, puis à Toronto et en Colombie-Britannique, où ses employés ne sont pas syndiqués, M. Sauvé assure que les bénéfices pour les employés y sont au moins 20 % plus élevés qu'au Québec et que l'entreprise est 40 % plus productive. Il y a quelques années, LM Sauvé employait environ 150 maçons syndiqués, il en compte maintenant une centaine au Canada, dont 40 syndiqués au Québec.

Il y a cinq ans, le chiffre d'affaires de LM Sauvé ne dépassait pas cinq millions, il approche maintenant les 25 millions, ce qui comprend un contrat de 10 millions pour des travaux à l'hôtel de ville de Montréal, un projet auquel son père, maintenant âgé de 78 ans, apporte son expérience. Le maire Gerald Tremblay est en fait le

seul dirigeant politique en exercice de pouvoir au Québec qui échappe aux foudres de M. Sauvé. Quoi qu'il en soit, environ les deux tiers des revenus de la PME sont générés hors Québec.

Le plus récent contrat est celui de 8,9 millions pour la réfection de l'édifice de l'Ouest du parlement canadien, un contrat qui a été «obtenu par appel d'offres et sans aucune implication politique», ajoute-t-il. Évidemment, il s'agit d'un nouveau client fort intéressant puisque tout le programme de restauration des édifices parlementaires à Ottawa est évalué à un milliard.

Un autre projet québécois de LM Sauvé qui est remis en question présentement est celui de la création d'un Institut national de la pierre, qui nécessiterait un investissement de 17 millions et serait presque entièrement financé par le secteur privé. Ce projet a tout de même été porté à l'attention des autorités municipales et provinciales en février dernier. Or, dans ce dossier comme dans les autres, M. Sauvé soutient qu'aucune négociation avec le gouvernement Charest n'est possible, probablement à cause de l'imbroglio St. James. Cet institut, qui serait d'abord une école de formation de maîtres de la pierre, doit être installé dans un endroit où se trouvent déjà une vieille bâtisse et du terrain pour expérimenter des constructions diverses. Un tel lieu a déjà été repéré rue Jeanne-d'Arc, entre les rues Sainte-Catherine et Notre-Dame à Montréal. Cet endroit est connu sous le nom de «la Tomellerie».

Toutefois, comme rien ne bouge à ce sujet, M. Sauvé envisage d'autres options, notamment «une offre générale» du maire de Sorel, qui aimerait accueillir cet institut. Néanmoins, avec les deux tiers de ses revenus générés hors Québec, il se demande s'il ne serait pas préférable d'aller s'installer dans l'Outaouais. Son grand-père était un Franco-Ontarien de Hawkesbury. «On pourrait y retourner», dit-il, tout en rappelant qu'il est lui-même «un p'tit gars de Rosemont» et qu'il préférerait rester à Montréal.

Le Devoir

Crise: la riposte européenne s'annonce délicate

THOMAS FERENCZI

Bruxelles — L'idée d'une initiative européenne concertée pour faire face aux risques de récession fait tout doucement son chemin. À la demande du premier ministre français, François Fillon, les ministres européens des finances discuteront, au cours de leur prochaine réunion, les 12 et 13 septembre à Nice, des moyens d'apporter une «réponse coordonnée» à la crise économique. La ministre française, Christine Lagarde, proposera dans les jours qui viennent une «méthode» de discussion. La Commission européenne a fait part, lundi 18 août, de son «plein accord», sans pour autant s'engager sur l'idée d'une relance européenne qui ne recueille pour le moment guère d'écho dans les autres capitales européennes.

À Berlin, au sein du gouvernement, on fait valoir que les faiblesses économiques des pays de l'Union ont des visages très différents et appellent des réponses différenciées. Aucune crise immobilière n'est par exemple ressentie outre-Rhin, à la différence de l'Espagne et du Royaume-Uni. À Rome, le gouvernement ne manifeste pas de signes d'inquiétude quant à la crise économique qui frappe les pays européens. Le président du Conseil, Silvio Berlusconi, n'a pas écourté ses vacances pour tenir une réunion de crise comme à Paris.

À Londres, le Trésor britannique a déclaré ne pas être au courant du souhait du premier ministre français d'une réponse européenne coordonnée à la crise économique internationale. La Grande-Bretagne ne fait pas partie de la zone euro, ce qui réduit son influence

après de ses partenaires, mais quand il était chancelier de l'Échiquier, entre 1997 et 2007, Gordon Brown n'a jamais caché son manque d'enthousiasme pour les réponses économiques coordonnées à l'échelle de l'Europe. Sur le plan économique européen, Londres entend essentiellement œuvrer en faveur de la déréglementation, de l'ouverture à la mondialisation et d'une meilleure transparence financière.

De son côté, la Commission note avec satisfaction que M. Fillon refuse de parler de récession, qu'il écarte l'idée d'un plan de relance et qu'il plaide pour la poursuite des réformes de structures. Amelia Torres, porte-parole du commissaire aux affaires économiques et monétaires Joaquín Almunia, estime qu'à ce stade il serait «exagéré» de prononcer le mot de récession, tout en jugeant que «les indicateurs de confiance ne laissent pas augurer du futur avec un grand optimisme». Dans ces conditions, il est normal, indique la porte-parole de M. Almunia, que les ministres des Finances confrontent leurs analyses et échangent leurs informations à l'occasion de leur rencontre de septembre.

À Bruxelles, on exclut l'hypothèse d'un plan de relance européen, mais on souligne que les États qui, comme l'Espagne, disposent d'une marge de manœuvre budgétaire ont toutes les raisons d'injecter de nouvelles liquidités dans leur économie, tandis que ceux qui, comme la France, sont proches de la limite des 3 % de déficit doivent veiller à ne pas dépasser ce pourcentage. De ce point de vue, on se réjouit que le premier ministre français n'ait pas repris l'habituel discours critique de la France sur les

contraintes du pacte de stabilité et de croissance.

On relève également que M. Fillon, loin de s'en prendre à la Banque centrale européenne (BCE), a rendu hommage à son action et a écarté toute idée de pression en faveur d'une baisse des taux.

La réunion des ministres des Finances aura lieu au lendemain de la publication par la Commission, le 11 septembre, de ses nouvelles prévisions économiques, ce qui permettra de

mieux évaluer la situation.

Par ailleurs, après les déclarations de Jean-Claude Trichet, président de la BCE, qui s'est dit pour la première fois préoccupé, le 7 août, par le ralentissement de la croissance, et non par la hausse de l'inflation, Bruxelles n'exclut pas, début septembre, le maintien, voire une légère baisse des taux d'intérêt, ce qui créerait des conditions favorables à une reprise de l'activité.

Le Monde

Loto Québec		Résultats des tirages du 2008-08-23	
649	03 07 13 30 38 46	24 compl.	03 18 24 26 47 49
GAGNANTS	LOTS	GAGNANTS	LOTS
6/6	0 3 929 783,00 \$	6/6	0 2 000 000,00 \$
5/6+c	6 46 783,10 \$	5/6+c	0 75 000,00 \$
5/6	137 1 692,50 \$	5/6	17 750,00 \$
4/6	7 780 56,40 \$	4/6	701 75,00 \$
3/6	142 005 10,00 \$	3/6	13 545 10,00 \$
2/6+c	102 293 5,00 \$	2/6+c	7 564 5,00 \$
Ventes totales	14 496 240 \$	Ventes totales	736 745,00 \$
Prochain gros lot (approx.)	8 000 000 \$	Extra	9206000
Loto Québec		Résultats des tirages du 2008-08-22	
01 18 26 27 38 41 42	04 compl.	GAGNANTS	LOTS
7/7	1 15 000 000,00 \$	6/7+c	3 79 648,40 \$
6/7	125 1 911,50 \$	6/7	125 1 911,50 \$
5/7	7 702 105,50 \$	5/7	7 702 105,50 \$
4/7	165 162 10,00 \$	4/7	165 162 10,00 \$
3/7+c	153 808 10,00 \$	3/7+c	153 808 10,00 \$
3/7	1 382 207	3/7	1 382 207
Extra	8038228	Ventes totales	20 472 424 \$
5,8 MILLIONS \$ AU TOTAL	EN LOTS À GAGNER!	Prochain gros lot (approx.)	2 500 000 \$

ÉDITORIAL

Guerre froide II

L'intervention de l'armée russe en Géorgie a accouché d'un cortège d'événements si lourds de conséquences qu'ici et là on évoque le spectre d'une nouvelle guerre froide. Que l'on y songe: la Pologne, l'Ukraine, la République tchèque, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, la Syrie et bien évidemment les États-Unis se sont agités sur la scène du grand jeu en usant fréquemment d'une rhétorique logeant à l'enseigne de la dureté. De la Menace avec un grand M.

L'histoire récente, toute récente, du dossier international de l'heure commence lors de cette rencontre entre le président Bush et son homologue russe Vladimir Poutine tenue le printemps dernier. L'homme fort du Kremlin avertit alors Bush que si l'Ukraine et la Géorgie devenaient, à court ou à moyen terme, membres de l'OTAN, la ligne rouge serait franchie. CQFD: la Russie ne resterait pas les bras croisés. On sait ce qu'il est advenu: les candidatures de ces nations n'ont pas été acceptées lors du sommet de Bucarest, mais elles n'ont pas non plus été rejetées. En un mot, l'OTAN a différé l'étude du sujet. Tout simplement.

Lorsque Poutine a formulé sa menace, il n'était pas un homme quelque peu énervé, il n'était pas un chef d'État un tantinet agacé, mais bien quelqu'un qui en a littéralement ras-le-bol. À cause de la reconnaissance immédiate de l'indépendance du Kosovo par les États-Unis et l'Allemagne, à cause de l'élargissement aussi rapide qu'ample de l'OTAN, à cause de l'installation d'un bouclier antimissile dans une région qu'il considère comme sa basse-cour et à cause d'un geste un peu trop oublié ces jours-ci: le retrait unilatéral du Traité antimissile décidé par Bush lors de la première année de son premier mandat. Quoi d'autre? L'Allemagne.

Oui, l'Allemagne, ou plus précisément la chancelière Angela Merkel, n'a pas son pareil pour crispier le duo Poutine-Medvedev. Lorsque Helmut Kohl dirigeait la puissance économique du continent européen, il entretenait des bonnes relations avec Mikhaïl Gorbatchev et son successeur, Boris Eltsine. Idem pour Gerhard Schröder avec Eltsine et Poutine. Avec ce dernier, les liens d'amitié étaient et demeurent si réels que le Russe a offert un pont d'or à l'Allemand: un poste au conseil du géant énergétique Gazprom. Et comme chacun sait, Poutine adore fermer le robinet du gaz destiné aux anciens satellites de l'Union soviétique.

Depuis que Merkel est à la tête de l'Allemagne, il en va tout autrement. Parce qu'elle est née et a grandi en Allemagne de l'Est, elle a une inclination beaucoup plus prononcée que ses prédécesseurs pour la liberté d'expression, les droits de la personne, etc. En deux mots, elle observe moins la «realpolitik» que Kohl et consorts. Résultat? Chaque fois qu'elle rencontre le patron du Kremlin, elle aborde les sujets qui fâchent: le sort réservé aux ONG, l'ex-agent du KGB tué à Londres, les journalistes secoués par la police, etc.

Sa personnalité et son parcours étant ce qu'ils sont, Merkel partage bien des affinités politiques, des ambitions historiques, avec les chefs d'État des anciennes colonies de l'Union soviétique. Il n'a d'ailleurs échappé à personne, et surtout pas à Poutine, que dans les heures qui ont suivi la riposte de l'armée russe en Ossétie du Sud, les dirigeants de la Pologne, de l'Ukraine, des pays baltes et autres ont demandé à Merkel, et non à Bush, d'intercéder auprès de Medvedev avec l'espoir qu'elle obtienne un arrêt des hostilités. En vain. Mais...

Mais on a noté qu'elle n'est pas intervenue auprès de la Pologne pour la calmer. Pour freiner quelque peu ses ardeurs anti-russes. De quoi s'agit-il? Le bouclier antimissile. Lorsque Donald Tusk devint premier ministre de la Pologne, il avait refroidi l'administration Bush sur ce sujet. À telle enseigne que ce dernier avait amorcé des pourparlers avec les pays baltes. Et voilà qu'à la suite du conflit en Géorgie, Tusk s'active et signe en moins de deux un accord sur la question avec la Maison-Blanche. Que fait la Russie? Elle signe aussi rapidement un contrat de fourniture d'armes avec la Syrie voisine, si voisine, de l'Irak. Mais elle affirme surtout, par la voix du directeur adjoint du cabinet du Kremlin, un général soit dit en passant, que la Pologne vient de s'exposer à des représailles très musclées.

Pour certains, l'histoire ne se répète pas. Pour d'autres, l'histoire se répète, mais... autrement! Ces derniers ont probablement raison.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



REPRISE



SERGE TRUFFAUT

LETTRES

La santé différente des autres secteurs?

Comment comprendre toutes les réactions scandalisées de ceux qui voient le geste de M. Couillard comme de la trahison à la nation. Le même refrain encore: le privé ne peut faire aucun bien au public. La recherche du profit serait incompatible avec la livraison de soins de santé. Pourquoi? Si c'est bon pour la santé, ce devrait être bon pour d'autres activités essentielles à l'être humain. Alors comment pouvons-nous accepter que le domaine de l'alimentation, vital pour l'être humain, soit entièrement entre les mains d'entreprises privées? Depuis l'agriculteur jusqu'au transformateur, en passant par l'épicier et le restaurateur, toute une industrie entièrement dans les mains du privé. Pourtant la recherche du profit a eu comme conséquence de nous fournir un choix et des coûts incomparables, résultats qu'aucune économie planifiée n'a jamais pu égaler. C'est désolant d'entendre le «déchargement de chemise», et cela laisse croire que la vraie crainte d'une privatisation, même minimale, serait le remplacement de postes syndiqués par des postes non syndiqués. À ce que je sache, le taux de syndicalisation n'a aucun lien avec l'efficacité. Ça sent le corporatisme à plein nez.

David Lépine
Montréal, 20 août 2008

Vivre et laisser mourir

Le gouvernement conservateur a annoncé récemment plus de deux milliards en subvention pour la production d'éthanol, tandis que la loi issue du projet de loi C-33, votée à toute vapeur en juin dernier, permet de fixer des seuils obligatoires quant à la proportion de biocarburants dans l'essence, le diesel et le mazout d'ici à 2010. Or, les biocarburants actuels créent des problèmes plutôt que d'en résoudre. L'éthanol produit à base de maïs est issu de l'agriculture intensive, qui consomme du carburant, des pesticides et des fertilisants, autrement dit... des combustibles fossiles. Il n'y a donc qu'un

déplacement des émissions de gaz à effet de serre. Et l'éthanol est un carburant moins riche en énergie que l'essence, ce qui augmente la consommation des véhicules — et leurs émissions — ainsi que les surfaces nécessaires à sa culture. Le rendement est si faible, et le parc automobile américain est si gargantuesque dans sa consommation que, selon Oxfam, remplacer 4 % de l'essence consommée aux États-Unis nécessiterait un quart de tout le maïs cultivé chez nos voisins du sud. Il est difficilement défendable du point de vue moral d'utiliser les meilleures terres pour nourrir les voitures lorsque près d'un milliard d'habitants de la planète ne mangent pas à leur faim. De plus, bien qu'alimentaire, le maïs est un produit et, comme tout produit dans notre économie reine, il est soumis aux lois de l'offre et de la demande et de la spéculation. Dans la crise alimentaire mondiale, la responsabilité des biocarburants dans la hausse des prix des aliments est estimée à 25 %. Dans des pays d'Amérique latine où le maïs est un aliment de base, l'impact est majeur. En résumé, promouvoir les biocarburants actuels, c'est vivre et laisser mourir.

Pierre Bélanger
Montréal-Nord, 21 août 2008

La liberté de choisir sa religion

Cela me fait toujours sursauter d'entendre les groupes de parents, l'Église catholique et autres groupements conservateurs parler de «liberté en éducation» pour montrer leur désaccord envers le nouveau cours de culture et d'éthique religieuse qui remplacera bientôt les cours de religion. Je ne vois pas où est le problème; les parents ont une liberté totale. Ils ont la liberté ou non d'enseigner leur religion à leurs enfants. C'est simple, et cela s'arrête là. Je ne vois pas ce qui est difficile à comprendre. Si les gens veulent enseigner la religion catholique à leurs enfants, ils n'ont qu'à aller à l'église ou bien à envoyer leurs enfants à l'école du dimanche. Ceux qui prétendent que l'arrêt des cours de religion

catholique fera diminuer la pratique religieuse au Québec ont tort selon moi. Aux États-Unis et au Mexique, les gens sont beaucoup plus religieux qu'au Québec et, pourtant, il est constitutionnellement interdit à l'État de donner des cours de religion. On entend constamment les gens se plaindre que le gouvernement prend trop de place dans notre vie. Justement, maintenant le gouvernement ne s'occupera plus de la vie religieuse des gens. Surtout avec toute l'histoire des accommodements raisonnables, si on donne des cours de catholicisme financés par l'État, qu'est-ce qui empêche les juifs, les musulmans, les sikhs de demander la même chose? Il me semble qu'en 2008, plus de 200 ans après les révolutions américaine et française, la moindre des choses ce serait d'avoir un vrai État laïc. Au fait, ce serait bien aussi de faire passer le message au maire de Saguenay.

Benjamin Couillard
Québec, 21 août 2008

Des résultats partiels

M. André Caron, président de la Fédération des commissions scolaires du Québec, a relevé que «Les Québécois de 13 ans se sont classés premiers au pays en lecture et en mathématiques, et deuxièmes en sciences. (Conseil des ministres de l'Éducation — avril 2008)». Il oublie opportunément, comme l'a rappelé l'excellent site *Pour une école libre*, qu'alors qu'en Ontario 90 % des élèves sondés ont pris part à cette enquête, seuls 64,7 % des jeunes Québécois francophones y ont participé. La moyenne canadienne (y compris les Québécois) est de 83,9 % de participants. Au Québec, quelque 27,4 % des parents d'élèves francophones ont refusé que leur progéniture participe aux examens. Ce taux de refus n'est que de 19 % chez les anglophones québécois. L'étude ne précise pas quel impact ce faible taux de participation a pu avoir sur les résultats obtenus.

pouruneecolelibre.blogspot.com/2008/04/trs-bons-rsultats-des-ives-qbcois-dans.html

John J. Zwingli
Calgary, 21 août 2008

LIBRE OPINION

Pourquoi les universités doivent-elles préserver leur autonomie?

CLAIRE M. MORRIS

Présidente-directrice générale de l'Association des universités et collèges du Canada

À cours des derniers mois, les interventions du gouvernement québécois dans des questions touchant la gouvernance universitaire, notamment dans le contexte de la crise qui perdure à l'UQAM, ont fait couler beaucoup d'encre.

Ailleurs au pays, un nombre croissant d'interventions gouvernementales ont été perçues ou reconnues comme menaçantes pour la gouvernance et l'administration internes des universités, et signalées comme telles. Plus récemment, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a été accusé publiquement d'être intervenu dans le processus de sélection d'un recteur.

L'autonomie des universités a toujours fait l'objet d'une âpre lutte; cette autonomie est nécessaire si l'on considère qu'une université n'est en mesure de répondre adéquatement aux besoins de la société que si elle est libre de le faire en obéissant aux impératifs de la quête intellectuelle en soi.

Il ne fait pas de doute que les universités, qui bénéficient d'un financement public considérable, doivent être tenues de rendre des comptes. Le public a le droit de savoir comment les deniers publics sont utilisés pour faire progresser la société. Les universités ne remettent aucunement en question leur obligation de faire rapport sur la façon dont les fonds sont dépensés, ceci par l'intermédiaire de leurs conseils d'administration et de différents mécanismes de vérification et de présentation de rapports destinés au public. Effectivement, il existe dans toutes les provinces et à l'échelon fédéral une gamme de mécanismes destinés à garantir la transparence et la reddition de comptes.

Parallèlement, les gouvernements doivent absolument reconnaître que l'autonomie des établisse-

ments est capitale si l'on veut que les universités puissent remplir les fonctions que prévoit pour elle la société, c'est-à-dire offrir un enseignement supérieur de grande qualité au plus grand nombre possible de personnes qualifiées, poursuivre des recherches et une activité savante répondant aux normes d'excellence les plus élevées, en tenant compte des contraintes en matière de ressources, et servir les communautés grâce à une vaste gamme de partenariats avec des organisations des secteurs privé, public et à but non lucratif. Par l'entremise des trois activités principales qui la caractérisent — l'enseignement, la recherche et les services à la collectivité —, l'université influence grandement sur la compétitivité économique et la productivité du Québec et du Canada, de même que sur le développement social et culturel et sur la qualité de vie de la population.

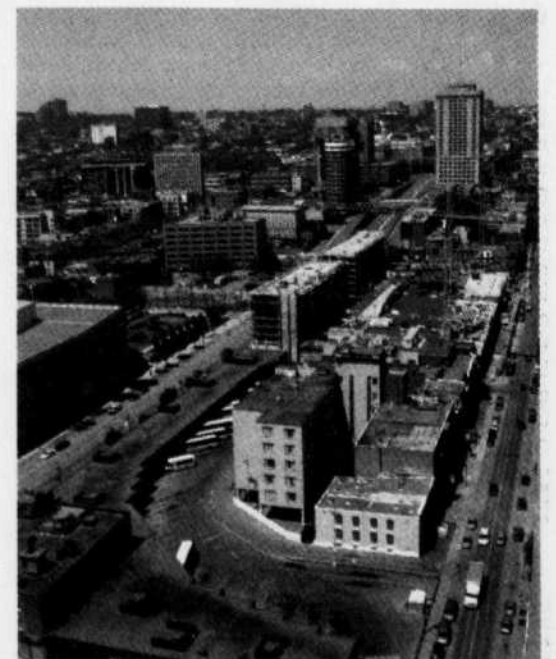
Préserver l'autonomie des établissements tout en accordant une place appropriée à l'administration gouvernementale des investissements publics dans les universités exige le maintien d'un équilibre délicat qui repose sur l'exercice d'un leadership respectueux de la part des universités et du gouvernement et sur des automatismes régulateurs efficaces au sein des universités elles-mêmes. Ces derniers éléments sont au cœur des modèles de gouvernance universitaire en place dans notre pays. Le maintien de cet équilibre est vital si l'on veut que les universités puissent recruter, sans interférence de nature politique, les meilleurs dirigeants, de même que les plus grands cerveaux pour assurer l'enseignement et la recherche dont la société pourra ensuite bénéficier. L'ingérence réelle ou apparente du gouvernement dans la gouvernance et l'administration universitaire est incompatible avec la création d'un climat propice à la liberté d'investigation scientifique et d'expression intellectuelle et, sans un tel climat, il devient difficile d'attirer l'élite universitaire.

On s'inquiète de plus en plus, au sein du milieu universitaire canadien, du fait que l'interventionnisme de l'État menace, du moins dans certaines provinces, l'équilibre fragile dont il est question ici. Même s'ils découlent des meilleures intentions du monde, les empiètements du gouvernement dans la microgestion des universités sont une entrave à l'exercice des rôles qu'il a lui-même prévus pour les universités au sein de la société. L'autonomie des établissements et le principe de la liberté universitaire qui y est rattaché sont les meilleurs garants de l'existence d'une activité savante et d'un enseignement supérieur dans une société libre.

L'Association des universités et collèges du Canada estime importante l'autonomie des établissements. Par exemple, les établissements qui souhaitent devenir membres de l'Association doivent être dotés d'un conseil d'administration indépendant ou d'un organisme équivalent qui a pour mandat de rendre publiquement des comptes, qui fonctionne de façon transparente et ouverte, et qui contrôle les finances et l'administration au sein de l'établissement. Les établissements membres doivent également veiller à ce que les décisions relatives à l'enseignement — ce qui est enseigné, qui enseigne et comment se fait l'enseignement — soient dévolues au personnel universitaire par l'intermédiaire d'un sénat universitaire ou d'un organisme équivalent.

Les universités, comme bénéficiaires de fonds publics, ont le devoir de rendre des comptes. Par ailleurs, comme lieux d'enseignement, centres de recherche libre, sources dignes de confiance d'expertise scientifique, et responsables de la création et de la transmission du savoir, les universités ont, à l'égard de la société, le devoir de s'opposer à toute ingérence dans leur gouvernance et leur administration, ainsi que d'insister pour que les gouvernements et autres organismes reconnaissent que l'au-

tonomie institutionnelle est une condition essentielle au fonctionnement adéquat des universités. Les universités doivent être libres d'établir leurs priorités en matière de recherche et d'éducation sans que leur autonomie soit menacée.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Les difficultés financières de l'UQAM (notamment à cause du projet de l'îlot Voyageur) dans les derniers mois ont ramené dans le débat public la question de l'autonomie des universités.

IDÉES

Quelle est la vraie valeur de renonciation de notre électricité?

LUC BOULANGER

Directeur exécutif
Association québécoise des consommateurs
industriels d'électricité (AQCIÉ)

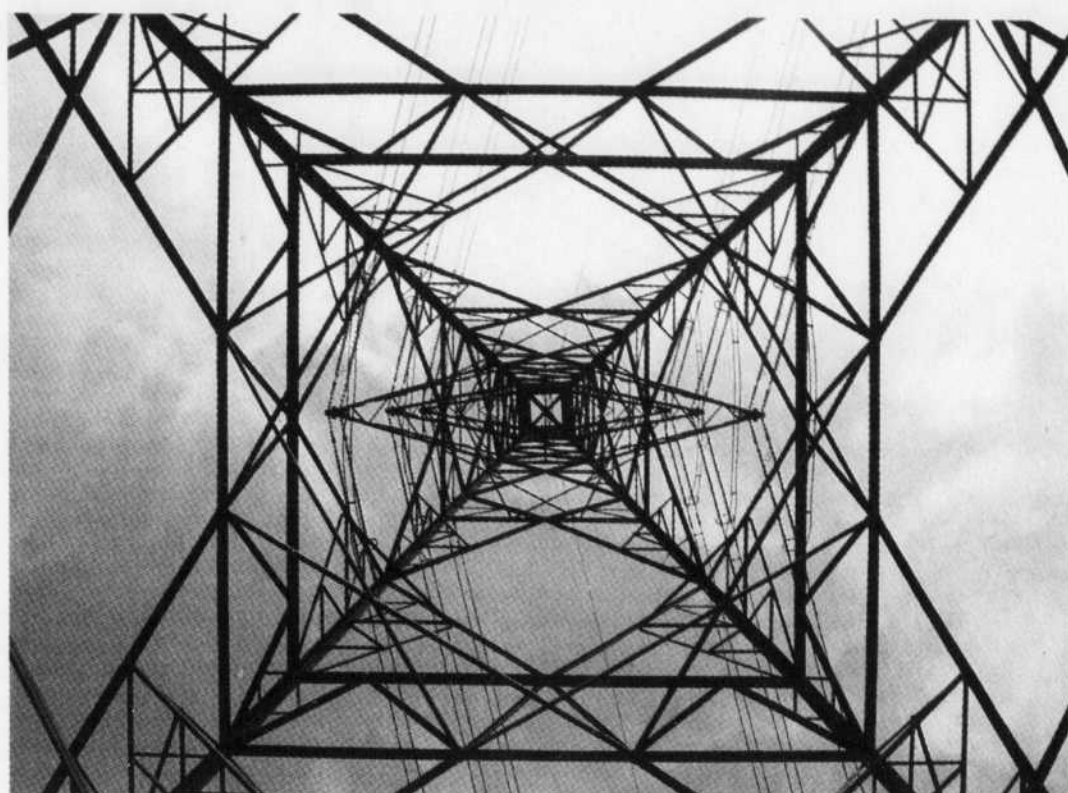
Chaque fois qu'Hydro-Québec propose une augmentation tarifaire, il se trouve des observateurs, souvent les mêmes, pour dénoncer ce qu'ils qualifient de trop faibles hausses, des hausses comportant une trop grande valeur de renonciation, des hausses qui appauvrissent le Québec.

L'AQCIÉ aimerait attirer leur attention sur le fait que la valeur de renonciation est uniquement fondée sur les prix que l'on pourrait potentiellement obtenir sur les marchés d'exportation et ne prend aucunement en considération l'apport des grandes entreprises consommatrices d'électricité dans la vie économique du Québec. Il s'agit donc d'une approche réductrice et parcellaire, qui ne peut que générer des conclusions incomplètes, qui ne tiennent compte que d'un côté de l'équation.

Est-il besoin de rappeler que Hydro-Québec Distribution doit composer avec des surplus d'électricité, une situation excédentaire qui durera vraisemblablement au-delà de 2011, faisant en sorte qu'elle a déjà peine à écouler ses surplus sur les marchés? C'est d'ailleurs pour cette raison que la Régie de l'énergie lui a permis de suspendre le contrat qui la liait à Trans Canada Energy, considérant plus avantageux de payer la pénalité pour annulation du contrat que de vendre sur les marchés à un prix oscillant autour de 5 ¢/kWh; c'est aussi cette réalité de marché qui a incité la Régie à accepter le report des livraisons en provenance de Hydro-Québec Production.

En raison de la structure des marchés d'exportation où les prix sont fixés en fonction de l'offre et de la demande et du fait qu'Hydro-Québec Production est déjà un joueur majeur dans ces marchés, il est impératif que ses interventions soient faites de façon stratégique en choisissant les quantités à exporter au moment opportun. En fait, l'objectif ici est d'obtenir un prix optimal pour notre électricité et non pas de maximiser les quantités exportées.

Car, selon les données des trois dernières années, des prix supérieurs à 8 ¢/kWh sur le marché de l'Ontario n'ont été disponibles que 15 % du temps, soit l'équivalent de 56 jours dans une année. Qui plus est, le prix moyen obtenu sur ce marché pour toute cette période n'est que de 5,4 ¢/kWh. Des données semblables s'appliquent aux marchés de New York et de la Nouvelle-Angleterre. Il faut aussi savoir que, durant



LUKE MACGREGOR REUTERS

le court laps de temps où il est payant d'exporter, les interconnexions limitent les exportations à un maximum de 6 TWh.

De plus, les prix espérés, selon les prévisions sur les marchés américains jusqu'en 2020, se situent sous la barre des 6 ¢/kWh. Le tarif moyen payé par les clients résidentiels au 1^{er} avril 2008 était de 7,19 ¢/kWh. Il semble donc clair que la valeur de renonciation est loin d'être aussi élevée que certains le prétendent.

Or, regardons maintenant l'autre côté de l'équation, c'est-à-dire ce à quoi on renoncera si les tarifs industriels augmentaient au coût de marché comme cela est suggéré par Marcel Boyer, ce qui amènerait les grandes entreprises consommatrices à déménager leurs activités dans des endroits où les tarifs sont plus bas. Un sondage effectué auprès d'un échantillon représentatif des grandes entreprises consommatrices a permis de chiffrer la valeur de leurs dépenses d'exploitation. Elles s'élèvent à 14 ¢/kWh tandis que le prix marginal pouvant être obtenu de l'exportation n'est que de 6 ¢/kWh. En matière d'entrées de fonds pour le Québec, les 4,1 ¢/kWh qui est le tarif L payé

par les grands industriels devient 14 ¢/kWh en incluant la masse salariale et les dépenses locales alors que les 6 ¢/kWh en provenance de l'exportation ne représentent que 2 ¢/kWh en sus du tarif L.

Quels que soient les savants exercices auxquels peuvent se prêter les théoriciens pour quantifier les retombées des revenus générés par les activités d'exportation, il est peu probable que les retombées économiques générées par ces 2 ¢/kWh surpassent les dépenses de 10 ¢/kWh faites par les entreprises dans l'économie du Québec.

Comme le Québec arrive très loin derrière de nombreux endroits en Amérique du Nord et dans le monde pour ce qui est des tarifs industriels, que, dans les marchés ultracompetitifs qui sont les nôtres, quelques sous de kWh peuvent faire la différence entre poursuite des activités et fermeture, augmenter les tarifs au Québec, c'est renoncer à un développement économique qui s'avère très profitable pour plusieurs communautés. Bref, la véritable valeur de renonciation qui appauvrirait le Québec serait de renoncer à l'apport des grandes entreprises consommatrices qui ont façonné notre économie.

Québec au temps
du scorbut

Tranches de vie des Québécois sous l'Ancien Régime, histoires cocasses ou troublantes, mémoires retrouvées d'une communauté agrippée à son cap Diamant entre dangers, plaisirs quotidiens et cohabitation avec des Amérindiens envahis. En l'honneur du 400^e anniversaire de la capitale, *Le Devoir* publie cet été une série de chroniques compilées par l'archiviste historien Pierre-Georges Roy. Elles sont tirées de deux imposants volumes intitulés *La Ville de Québec sous le régime français* (1930, Publications du gouvernement du Québec).

Le mariage
du maître des
hautes œuvres
Corollaire

En août 1751, le sieur Corollaire, dont la résidence ordinaire était la prison de Québec, s'offrait pour remplir la charge de maître des hautes œuvres de la Nouvelle-France, vacante depuis décembre 1750 par la mort subite de son titulaire, le nommé Sainfront.

La délibération du Conseil Supérieur de la Nouvelle-France du 17 août 1751 dit:

«Sur la demande faite en ce Conseil par Jean Corollaire, détenu prisonnier es prisons Royaux de cette ville en exécution d'arrêt du deux juin dernier, contenu en un écrit de lui signé du quatorze de ce mois, et dont lecture aurait été faite, par lequel il supplie la cour de vouloir l'accepter pour exécuteur des hautes œuvres en cette colonie, ce faisant lui accorder les gages attachés à la place d'exécuteur, sur quoi le dit Corollaire ayant été fait venir en la chambre du Conseil, pour y être entendu sur les propositions par lui faites contenues en son dit écrit, il aurait supplié la cour de lui accorder la place de maître des hautes œuvres, sur les promesses qu'il a faites de s'acquitter de son devoir avec exactitude, et le dit Corollaire ayant été reconduit esd. prisons, où M. Joseph Perthuis, coroner, faisant fonctions de procureur général du Roi, le Conseil après avoir délibéré, vu la nécessité qu'il y a d'avoir un exécuteur, a octroyé au dit Jean Corollaire la place de maître des hautes œuvres en ce pays, en conséquence le décharge de tenir prison le temps qui lui reste à expirer conformément au dit arrêt du deux juin dernier.»

Jean Corollaire obtint donc la charge qu'il désirait, mais son bonheur n'était pas complet. Le Conseil supérieur fournissait gratuitement un logement au bourreau. Corollaire, on le voit, n'aimait pas la solitude et, dès le lendemain de sa nomination, il demandait au Conseil de lui fournir une compagnie. Dans le cours ordinaire des choses, le bourreau, pas plus que les autres citoyens, n'avait besoin du consentement du Conseil supérieur pour se marier. Mais, dans le cas présent, Corollaire avait une raison excellente pour s'adresser au Conseil. C'est que celle qu'il voulait épouser était en prison.

Lisons plutôt la délibération du 18 août 1751:

«Veu la requête présentée ce jourd'hui en ce Conseil par Jean Corollaire, exécuteur de la haute justice, par laquelle il représente que voulant former un établissement solide, il supplie la cour de vouloir lui accorder en mariage la nommée Françoise Laurent, fille, détenue aux prisons royales de cette ville, lui M. Joseph Perthuis, coner, faisant fonctions de procureur général du Roi, attendu le long espace de temps qui s'est écoulé sans avoir pu avoir un exécuteur, et la nécessité indispensable qu'il y a d'en avoir un en cette colonie, considérant d'ailleurs que le plus sûr moyen de fixer le dit Corollaire en qualité d'exécuteur accepté par le Conseil le jour d'hier, serait de lui procurer un établissement.»

Par ces considérations, le Conseil a déchargé et décharge la dite Françoise Laurent des condamnations contre elle prononcées par l'arrêt de ce Conseil du douze mars dernier dans le cas seulement où elle contractera mariage avec le dit Jean Corollaire, exécuteur de la haute justice.»

Le mariage Corollaire-Laurent eut lieu le même jour dans la chapelle du Palais de l'intendance. Aussitôt après la cérémonie nuptiale, le greffier Boisseau inscrivait dans son registre de délibération, au-dessous de l'arrêt qui déchargeait la fille Laurent des condamnations contre elle portées:

«L'arrêt ci-dessus rendu le jour d'hier a été exécuté par le mariage solennisé entre Jean Corollaire et Françoise Laurent par M. Lamy, prêtre, vicaire de l'église cathédrale de Notre-Dame de cette ville, dans la chapelle du palais, en présence de M. François Foucault et Joseph Nouchet, coroners au Conseil, du greffier en chef et de plusieurs personnes qui s'y sont trouvées.»

Le Conseil Supérieur traitait l'exécuteur des hautes œuvres avec beaucoup de considération. C'est qu'il avait absolument besoin de cet officier de justice qui ne se trouvait pas facilement malgré les offres alléchantes des autorités.

QUESTIONS D'IMAGES

Coubertin le Canadien

JEAN-JACQUES
STRÉLSKI

Si il est un événement générateur d'images et scrupuleusement utilisé à ces fins par les villes et pays hôtes depuis leur refonte au début du siècle dernier, c'est bien évidemment les Jeux olympiques modernes. Utilisés, mais également récupérés par les propagandes ou régimes politiques de tous poils, ils représentent bien évidemment la vitrine idéale pour montrer à la planète tout entière que tout va pour le mieux dans le pays ou sous le régime en question. Et quand ce pays organisateur devient de surcroît un producteur d'or et de performances olympiques, la prestation d'images vaudra alors bien davantage que la prestation sportive. On ne l'aura, hélas, que trop bien compris.

Ainsi, de la cérémonie d'ouverture à l'accueil et la fréquentation du public, du déroulement des compétitions à l'ultime minute de la cérémonie de clôture, pas un détail n'échappera à la vigilance des politiques, des divers comités organisateurs ou autres, et des multiples équipes de coordination et de supervision.

Pékin, de ce point de vue, n'aura pas fait exception. Bien au contraire.

Tout n'aura pas été rose. Il est certes bien trop tôt pour connaître le véritable impact de ces Jeux sur la réputation du pays. A l'intérieur des frontières, pas de problème, ces deux dernières semaines ont, sans nul doute, produit l'effet voulu en matière de fierté et de confiance auprès d'une population chinoise légitimement en attente de triomphalisme et de reconnaissance. Mais il y a fort à parier que tous les doutes qui existaient avant les jeux n'ont pas été dissipés et qu'ils subsisteront, en totalité ou en partie, pour de nombreuses années encore. Car, à l'évidence, on peut se demander si la Chine n'en a pas un peu trop fait, un peu trop montré. Si elle n'a pas un peu trop «réussi» ses Jeux. Je garde en mémoire des images et des révélations troublantes. Cette gamine «rondelette et aux dents crochues» que l'on prive de chorale olympique, alors que sa voix de cristal est préenregistrée et que l'hymne olympique est interprété en *lipsync* lors de la cérémonie d'ouverture par un enfant aux traits

«parfaits» en conformité avec l'image que la Chine souhaite projeter.

Je demeure interpellé également par ces très frères jeunes filles, gymnastes émérites qui, à peine sorties de l'enfance, donnent des prestations impeccables que des championnes aguerries aux compétitions internationales ne peuvent plus donner. Je me demande quelle enfance elles ont eue, si elles en ont eu. De quoi fut fait leur quotidien dans les dernières années depuis le moment où l'on a su que Pékin accueillerait les Jeux? Et de même, je me doute bien qu'elles ne furent pas les seules à vivre ces «encadrements» et ces «préparations» physiques et psychologiques. Je garde en mémoire l'image pitoyable de ce grand champion du 110 m haies, Liu Xiang, contraint par la blessure à déclarer forfait avant le départ de sa série, course à laquelle tous les Chinois le voyaient déjà triomphant, comme il l'avait fait à Athènes. Certains esprits chagrins ont même pensé que son faux départ avait été organisé avec d'autres coureurs pour permettre à Liu Xiang de sortir claudiquant, en héros, de la compétition. On n'en a bien sûr aucune preuve, mais pourquoi avoir caché cette blessure jusqu'au dernier moment? Quelle désolation de voir alors ce grand athlète en si pitoyable état, tremblant comme un gamin, s'excusant à la nation de lui avoir fait subir pareille humiliation collective. Et son entraîneur en larmes d'en rajouter à son tour. Cela m'a profondément intrigué, mais pas pour les mêmes raisons. Mais qu'est-ce que l'esprit olympique de Coubertin a de commun avec ses quêtes inhumaines de perfection?

Pour en retrouver les fondements et les manifestations, je me suis, par contre, sincèrement amusé à observer les attitudes et participations canadiennes, des comportements qui auraient sans doute comblé d'aise le célèbre baron.

Exception faite de la performance très discutabile de son premier ministre, la participation du Canada aux Jeux de Pékin fut, à mon avis, assez exemplaire. Athlètes, entraîneurs et même, journalistes m'ont ravi tant j'ai senti qu'au sein de cette délégation, on a respecté, me semble-t-il, l'esprit olympique tel qu'il a pu être imaginé à l'origine par le baron Pierre de Coubertin. Je me suis naturellement intéressé au Canada, sachant Dieu merci, que quelques autres pays ont su concourir dans le même esprit. J'ai senti le dépassement individuel, l'entraide dans les sports d'équipe. La quête de son propre but plus que celle de la médaille. Curieusement, au commencement des Jeux, j'étais un peu irrité par ce qui pouvait ressembler à un manque d'ambition ou une attitude défaitiste du Canada. J'étais moi-même influencé et déjà sous l'emprise de la performance chinoise dont on sentait très bien, la minutie et la sévérité de préparation. Alors que le Canada a connu un départ très lent avec une première semaine de quasi-disette. Puis, à la longue, ce que j'assimilais à de la candeur, à de l'après-pensé ou encore à des contre-performances prit sa



DAVID HECKER AGENCE FRANCE-PRESSE

Le cavalier Éric Lamaze et son cheval Hickstead sont parvenus à décrocher l'or, huit ans après des tests positifs à certains médicaments aux Jeux de Sydney.

véritable dimension. Certaines déclarations — en apparence défaitistes — quoique sincères, du genre: «... je ferai mieux la prochaine fois, j'suis content de ma septième place ou je serais prête pour les Jeux de Londres...» révélèrent, après réflexion, leur véritable résonance. Une résonance humaine, accessible et parfaitement symbiotique avec l'énoncé de Coubertin: l'essentiel est de participer. A croire que Coubertin pensait au Canada dans sa définition de l'idéal olympique.

Comme tout le monde, je demeurerai pantois devant les exploits de Phelps. Stupéfait par ceux de Bolt. Admiratif, devant la foison de médailles chinoises et américaines. Mais par-dessus tout, je garderai des Jeux de Pékin le souvenir des visages ébahis de celles et ceux qui ont lutté et souffert avant de toucher l'inaccessible étoile. Éric Lamaze (mon meilleur), Alexandre Despatie et Émilie Heymans, tous revenus de l'enfer, retrouvant en même temps que leurs exceptionnelles capacités, leur véritable sourire d'enfant. «On a eu chaud, semblent-ils nous dire, mais qu'est ce qu'on a eu comme fun!»

Jean-Jacques Strélski est
spécialiste en stratégie d'images.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Ballargeon (général), Clairandré Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francœur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre), information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter), information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre), information internationale: Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre internationale, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (cartooniste); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger (responsable du site Internet); Émilie Folle-Boivin et Vincent Cauchy (commis Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); David Dumouchel et Élienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spécliel (Québec), Monique Bherer (Ottawa). PUBLICITÉ Julie Chénier (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jean-François Bossé, Manon Bolland, Marlene Côté, Amélie Maltais, Claire Faquet, Genevieve Pierrat, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebat, Mélisande Simard (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Nicole Carmel (distributeur des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

MONTRÉAL-NORD

Les relations entre les policiers et les communautés culturelles se sont détériorées

SUITE DE LA PAGE 1

Il y a environ huit ans, l'administration de l'ex-maire Yves Ryan l'avait chargée de mener une enquête de terrain pour prendre le pouls du quadrilatère «chaud» de Montréal-Nord, celui-là même qui a été le théâtre d'événements violents il y a deux semaines. «Je devais être les yeux et les oreilles de ce quadrilatère-là», relate-t-elle. Dans les années qui ont suivi son rapport, de nombreuses améliorations ont été apportées. Des arbres ont été plantés, du personnel a été ajouté dans les parcs pour les activités destinées aux jeunes, et un centre communautaire et culturel a été construit, boulevard Rolland.

Les relations entre les policiers et les communautés culturelles se sont toutefois détériorées. Le profilage racial, dont il a été abondamment question au cours des deux dernières semaines, a atteint un niveau qu'elle qualifie de «grave». Les jeunes se plaignent d'ailleurs régulièrement auprès d'elle de se faire interpellé par des policiers sans explications et sans raison apparente, si ce n'est la couleur de leur peau.

«On n'est pas des Schtroumpfs, nous, les Noirs et les Latins, lance-t-elle. Et ce n'est pas parce qu'ils portent un uniforme que les policiers ont le droit d'être arrogants. Il faudra un changement d'attitude. Il faudra que les policiers apprennent à mieux connaître les autres cultures», dit-elle.

Mais c'est une minorité de policiers qui agissent ainsi, assure-t-elle, car de nombreux autres ont, au contraire, réussi à établir des liens cordiaux avec les jeunes et savent comment les approcher.

Reste que Mme Cariotte doit souvent répéter les mêmes consignes aux jeunes qui se plaignent auprès d'elle de l'attitude des policiers: «Lorsque vous êtes interpellés, restez calmes, cessez d'être sur la défensive et collaborez», leur recommande-t-elle inlassablement.

La colère

Mercredi soir dernier, des manifestants ont bruyamment exprimé leur colère lors de la séance du conseil d'arrondissement de Montréal-Nord, réclamant la démission immédiate du maire Marcel Parent qu'ils accusent d'avoir mal jugé et minimisé les problèmes sociaux dans l'arrondissement en plus d'avoir nié l'existence d'un profilage racial de la part de policiers. Regroupés au sein de Montréal-Nord République — qui se présente comme la «voix des citoyens» —, ces jeunes ont aussi exigé la fin des «pratiques abusives» des policiers. Enfin, ils ont demandé la tenue d'une enquête publique.

Hormis la demande de démission de M. Parent, ces revendications, exprimées sur un ton de rage mal contenue, ressemblent aux demandes formulées par de nombreux acteurs du milieu depuis l'émeute.

Mais c'est justement ce ton qui dérange Cathia Cariotte. «Il faut parler, il faut dialoguer. Il ne faut pas crier, être émotif. La famille de Pipo [Fredy Villanueva] a fait preuve de courage. Nous aussi, il faut être courageux, explique-t-elle. Les citoyens se sentent interpellés de façon négative lorsqu'ils voient des gens se rendre à la mairie pour crier et gesticuler. Il faut gérer sa colère. [...] Quand on est émotif, on ne peut pas prendre des décisions et trouver des solutions qui vont aider la collectivité.»

«Je ne demande pas la démission de M. Parent, poursuit-elle. Ce qu'il a dit à la suite des événements a blessé beaucoup de gens. Je ne le connais pas vraiment. Peut-être a-t-il été dépassé par les événements.»

Cela ne l'empêche pas d'évoquer le souvenir d'Yves Ryan avec regret. L'ancien maire, qui avait régné pendant 38 ans sur Montréal-Nord, était proche de la population, assure-t-elle, et il n'hésitait pas à aller vers les gens.

Le fameux dialogue dont tout le monde parle depuis deux semaines, Cathia Cariotte y croit car, dit-elle, «ce n'est pas en organisant des parties de basketball avec les policiers qu'on va régler les problèmes». Reste que la concertation et les colloques, c'est bien beau, mais encore faudra-t-il que les jeunes soient partie prenante aux discussions. «Si le lion pouvait parler, les histoires de chasse seraient pas mal différentes», dit-elle en s'inspirant d'un proverbe africain.

L'affaire de tout le monde

La réconciliation sera laborieuse. Alors que les résultats de l'enquête de la Sûreté du Québec se font toujours attendre, les élus sont montrés du doigt, tout comme les policiers qui en sont arrivés à laver leur linge sale en public. «Ce qui s'est passé, c'est l'affaire de tout le monde, et tout le monde fait partie de la solution», insiste Mme Cariotte.

Les groupes communautaires ne sont pas en reste, accusés d'être trop discrets et d'avoir les mains liées. Est-ce à cause de leur dépendance à l'égard des subventions gouvernementales ou des liens que certains d'entre eux auraient avec l'administration du maire Gérard Tremblay? Quoi qu'il en soit, Cathia Cariotte estime que le réseau communautaire devra mieux s'adapter aux besoins des jeunes et s'efforcer de les accueillir comme il se doit. La Maison culturelle et communautaire de Montréal-Nord, construite sur le boulevard Rolland au coût de 12 millions de dollars et qui abrite l'organisme Un itinéraire pour tous, ne tient pas ses promesses, selon elle. «C'est chic et c'est beau, mais les jeunes y sont mal accueillis, indique Mme Cariotte. Il faudrait que les citoyens qui s'y rendent se sentent chez eux, mais ce n'est pas le cas.»

Le mode de financement des organismes devra-t-il être repensé? Certains groupes communautaires proposent des activités formidables, mais, faute de moyens, les projets prennent fin abruptement lorsque le programme subventionné arrive à son terme, déplore Mme Cariotte. «C'est un éternel recommencement», dit-elle.

Comme tant d'autres, Cathia Cariotte croit qu'une enquête publique est indispensable. Les gens veulent comprendre ce qu'il s'est passé il y a deux semaines. Tout le monde est concerné.

Le Devoir



Les organisateurs britanniques des prochains Jeux ont disposé de huit minutes de spectacle pour assurer la passation du flambeau. Ils ont débarqué dans le stade dans un autobus à deux étages, rouge et typiquement londonien.

HORS-JEUX

SUITE DE LA PAGE 1

Ça devrait être passionnant. Un peu long, mais passionnant.

On devient sceptique à la longue, aussi dites-moi, dites-moi que ce Jimmy Page livrant *Whole Lotta Love* comme dans le bon vieux temps n'était pas une image de synthèse.

Quelques images des JO de Pékin? Je veux dire, à part Phelps, Bolt, Dibaba et autres extraterrestres?

Bien sûr, Natalia Paderina, de Russie, et Nino Salukvadze, de Géorgie, qui se font l'accolade après avoir remporté respectivement l'argent et le bronze en tir, alors même que, très loin, défilent les tanks et se font entendre les bruits de bottes et les hurlements des populations civiles.

L'équipe américaine masculine de volleyball, qui va arracher contre toute attente la médaille d'or au Brésil largement favori. Tout juste avant les Jeux, le beau-père de l'entraîneur Hugh McCutcheon, Todd Bachman, avait été tué et sa femme grièvement blessée par un forcené alors qu'ils faisaient du tourisme dans Pékin. Après le match, McCutcheon a serré ses adjoints, qui avaient pris le relais en début de tournoi pendant qu'il prenait soin de sa famille, puis il a quitté le terrain. C'en était trop. Il n'y est revenu que plusieurs minutes plus tard, pour finalement célébrer la victoire. Par la suite, il a téléphoné à sa femme aux États-Unis, et «nous nous écoulions sourire», a-t-il dit.

L'autre image, ce n'est pas une image, parce qu'il n'y avait pas de caméras pour l'enregistrer. En Afghanistan, les caméras ont autre chose à faire. Et Noor Ahmad Gayezabi n'est pas une vedette, même pas un athlète olympique.

Mercredi dernier, Noor Ahmad

Gayezabi était assis devant son petit téléviseur en compagnie de son fils de 13 ans. Toute la journée, il avait espéré que la compétition surviendrait pendant les quatre heures quotidiennes où Kaboul est alimenté en électricité; sinon, il aurait dû se contenter de la suivre à la radio. Son vœu exaucé, il a fait une prière silencieuse: «Aidez Nikpai. Aidez Nikpai. Aidez l'Afghanistan.»

La compétition, c'était le combat pour la médaille de bronze de taekwondo que livrait son compatriote Rohullah Nikpai au champion du monde en titre, l'Espagnol Juan Antonio Ramos. Gayezabi s'était lié d'amitié avec Nikpai dans un camp de réfugiés en Iran, où ils avaient pratiqué le taekwondo. Nikpai, 21 ans, avait commencé à pratiquer le sport à l'âge de 10 ans, quand son frère avait trouvé un club où s'entraîner pour fuir les rigueurs d'un pays perpétuellement en guerre. Il s'est révélé

On devient sceptique à la longue, aussi dites-moi, dites-moi que ce Jimmy Page livrant *Whole Lotta Love* comme dans le bon vieux temps n'était pas une image de synthèse

très, très bon, en dépit de conditions d'entraînement, comment dire, rudimentaires.

Et Nikpai a gagné, 4 à 1. Médaille de bronze. Premier podium pour l'Afghanistan dans toute l'histoire des Jeux olympiques. «Quand j'ai vu ça, je me suis mis à sauter et j'ai enlacé et embrassé mon fils. Je pleurais», a dit Gayezabi.

Nikpai, lui, a simplement dit espérer que son exploit marquerait un petit pas pour la paix après trente ans de guerre. C'est beaucoup demander.

Si les Jeux olympiques présentent de grandes choses, ils en re-

çèlent de toutes petites qui n'ont pas moins leur importance. Ma préférée vient de *La Zone*, qui recevait Marie-Eve Marleau annonçant qu'à 27 ans, après avoir fini au septième rang en plongeon, elle se retirait de la compétition. «Maintenant, lui a dit Lyne Bessette, quand tu feras du pâté chinois, tu pourras mettre du beurre dans les patates.»

L'Islande a perdu la finale de handball masculin contre la France, mais ce n'est pas grave. Au nom de Sherbrooke, merci d'un si beau parcours. L'honneur nous rejoint dessus tout plein.

Ainsi, chers amis, la rubrique Hors-Jeux 2008, septième épisode d'une série exceptionnelle qui alimente avec beaucoup de beurre dans les pilées les conversations des cocktails brunchatoires mondains, entreprend-elle de se fermer la trappe jusqu'à ce que survienne Vancouver 2010. On aura alors l'occasion de voir si les Jeux olympiques changeront notre Canada, mais on espère que non parce que tout y est déjà plutôt parfait, sauf bien sûr les médailles dans la première semaine.

Pour ma part, je m'en vais constater la qualité de l'air, extérieur celui-là, auquel je n'ai pas goûté ou si peu depuis deux semaines. Retour début octobre. D'ici là, portez-vous comme le charme que vous n'avez cessé d'être, ne payez pas votre compte Visa au complet afin que l'intérêt que vous devez verser permette à nos athlètes de réaliser leur rêve, et surtout, SURTOUT, n'oubliez pas d'éteindre le téléviseur en sortant.

FINALE

SUITE DE LA PAGE 1

D'un point de vue sportif, les Chinois ont remporté leur pari en terminant à la première place du classement des médailles, avec 51 titres. Les Américains terminent au deuxième rang avec 36 titres, devant les Russes (23 médailles d'or). Au nombre des médailles, les Américains sont toujours devant, avec 110 podiums contre 100 pour les Chinois.

Si l'ouverture avait célébré l'histoire plusieurs fois millénaire de la Chine, la soirée de clôture s'est transformée en véritable fête où les athlètes étaient aux premières loges dans un Stade national, dit le Nid d'oiseau, réunissant plus de 90 000 personnes.

Plus tôt dans la journée, Zhang Yimou, le metteur en scène de la cérémonie, avait expliqué que la soirée avait pour but de réunir les athlètes dans une atmosphère de joie et de leur permettre de passer des moments agréables ensemble et de se dire au revoir. Après le premier des trois volets artistiques, les athlètes ont fait leur entrée dans le stade. Ils avaient été précédés par les portedrapeaux des 205 délégations. C'est la trampoliniste Karen Cockburn, médaillée d'argent à ces Jeux, qui avait été désignée par la délégation canadienne. Les dernières médailles des Jeux, celles du marathon masculin disputé en matinée, ont ensuite été remises par le président du Comité international olympique, Jacques Rogge, au Kényan Samuel Wansiru, au Marocain Jaouad Gharib et à l'Éthiopien Tsegay Kebede.

Lors de son allocution qui a suivi, M. Rogge a prononcé les paroles que tous les Chinois attendaient. «Ce furent des Jeux vraiment exceptionnels», a-t-il déclaré à la grande joie de la foule.

Puis ce fut la transmission du drapeau olympique du maire de Pékin, Guo Jilong, au maire de Londres, Boris Johnson.

Les organisateurs britanniques des prochains Jeux ont disposé de huit minutes de spectacle pour assurer la passation du flambeau. Ils ont débarqué dans le stade dans un autobus à deux étages, rouge et typiquement londonien. L'autobus s'est ouvert pour se transformer en estrade d'où ont surgi Jimmy Page, guitariste de Led Zeppelin, et Leona Lewis, vedette anglaise de l'heure. Pour couronner le tout, le footballeur David Beckham était de la fête et il a lancé un ballon sur le parterre.

Le clou de la soirée fut l'extinction de la flamme, allumée de manière spectaculaire par l'ancien gymnaste chinois Li Ning deux semaines plus tôt. La soirée a été couronnée par une autre explosion de feu d'artifice dans le ciel pékinois.

Les organisateurs des Jeux de Londres, qui se dérouleront du 27 juillet au 12 août 2012, n'auront pas trop de quatre autres années pour essayer de surpasser ce que les Chinois ont organisé.

La Presse canadienne

BIOLOGIQUE

SUITE DE LA PAGE 1

et que ses carottes, ses tomates, son maïs ou ses confitures respectent bel et bien les critères de production qui prévalent dans l'univers du bio. Un univers aux normes sévères où organismes génétiquement modifiés (OGM), pesticides et engrais chimiques n'ont pas droit de cité. Entre autres.

Acquis par les fermes au prix de quelques centaines de dollars par année, de changements d'habitudes de production, mais aussi au terme de plusieurs contrôles, dont certains sont «surprise», ces certifications sont un élément central du concept des paniers bios d'Équiterre. Le groupe de pression qui fait la promotion du développement durable, sous toutes ses formes, assure d'ailleurs vérifier chaque année que les membres de son réseau sont en règle, a indiqué au Devoir Isabelle Joncas, porte-parole de l'organisme. «Nous demandons des photocopies des certificats à tous les membres», a-t-elle dit.

Néanmoins, l'enquête du Devoir révèle que plusieurs exploitations agricoles qui s'affichent pourtant dans la «Liste des fermes 2008», diffusée sur le site Internet d'Équiterre, n'ont plus de certification valide depuis près de deux ans, pour certaines. C'est le cas par exemple d'une ferme de Sherrington, sans certi-

fication depuis juillet 2006 et d'une autre de Saint-Chrysostome dont la certification n'est plus valide depuis avril 2007, a confirmé le CARTV sans en expliquer toutefois les raisons. Une autre, de Rivière-Rouge, est tout simplement inconnue des services de contrôle des certifications au Québec, où elle devrait être pourtant dûment enregistrée.

Et elle n'est pas la seule. Six participants au réseau d'ASC se présentent aux consommateurs avec des certifications obtenues auprès d'un des cinq certificateurs autorisés par Québec à faire respecter de bonnes pratiques bios au pays. Québec Vrai et Éco-cert Canada sont du nombre. Le hic, le nom de ces fermiers, installés à Sainte-Catherine-de-Hatley, Mirabel ou Lennoxville, par exemple, n'apparaît pas dans les registres des certificateurs en question.

Enfin, une poignée d'autres exploitations agricoles participent à ce réseau de «paniers bios» avec en main une «précertification», seulement. Cela signifie que des démarches sont en cours pour leur permettre d'accéder au marché du biologique, mais que le processus d'évaluation, qui peut prendre plus qu'une année, n'a pas été mené à son terme. «Elles ne peuvent toutefois pas vendre leurs produits sous l'appellation biologique dans ces conditions», souligne Yves Gélinas, porte-parole du Conseil des appella-

tions réservées. Les termes «biologique», «écologique», «organique», «biodynamique», «éco» ou «bio» sont réservés en effet aux entreprises certifiées dans les règles de l'art.

Notons que, depuis 2002, le Conseil a mis la main au collet d'une dizaine de fraudeurs à peine dans l'univers du bio. Les contrevenants, ont été condamnés à des amendes allant de 2000 \$ à 4000 \$ pour avoir usuré l'identité du bio, et ce, dans le domaine de la boulangerie principalement et de la transformation alimentaire, indiquent les dossiers de l'organisme provincial.

Mis en place en 1996 comme moyen de résistance à la mondialisation et à l'homogénéisation de l'alimentation, le réseau d'agriculture soutenue par la communauté d'Équiterre devrait nourrir cette année près de 11 000 familles au Québec. Avec sa centaine de fermes participantes et ses quelque 350 points de chute de paniers, livrés directement du producteur aux consommateurs sans intermédiaire, ce mode de distribution aurait généré en 2006 des retombées économiques d'environ 3,8 millions de dollars, selon Équiterre qui est le principal porte-étendard de ce modèle commercial au Québec.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés

au 2050, rue De Bleury, 9^e étage,

Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390